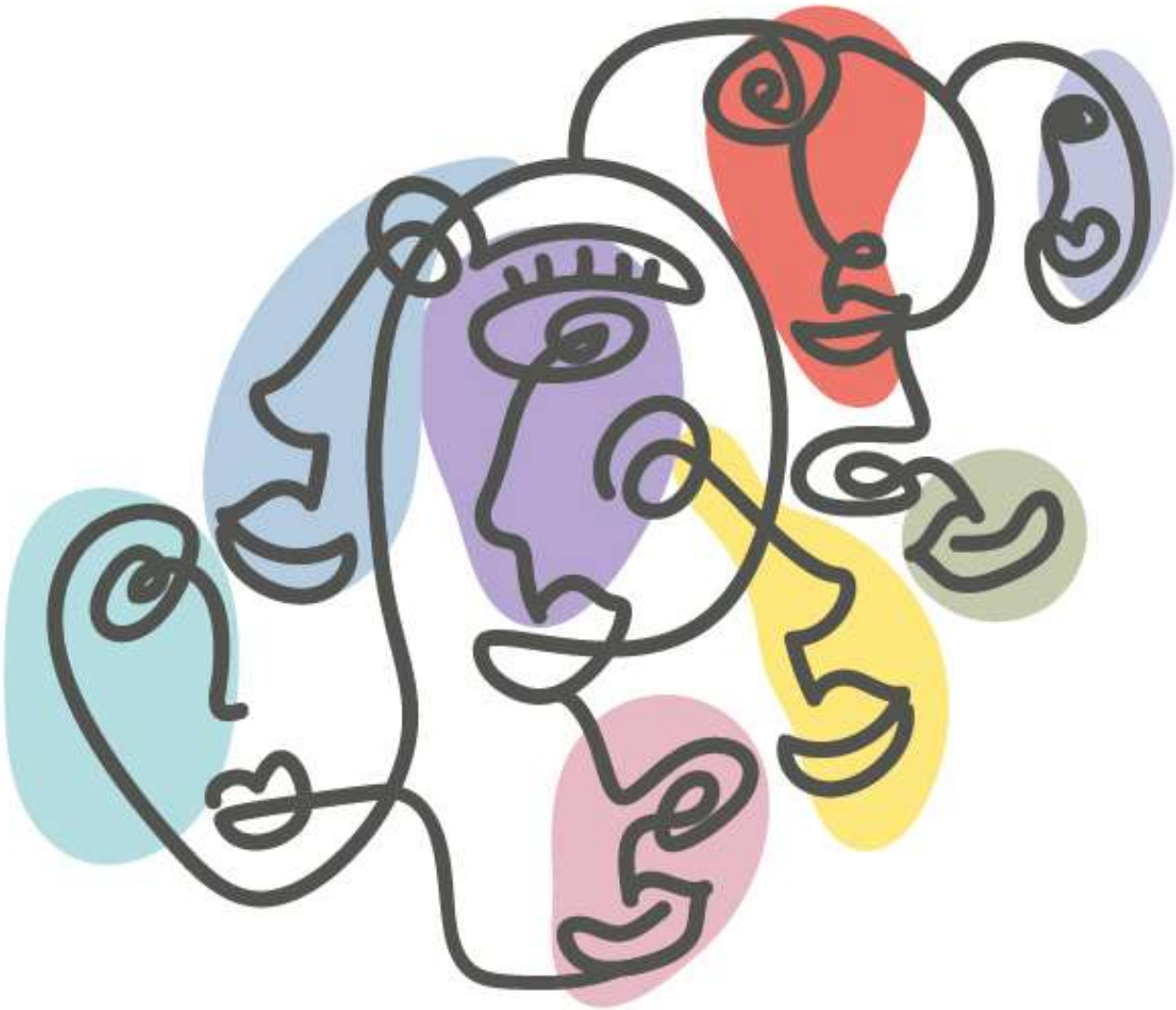
VOICES OF IMMIGRANT WOMEN

Project Number: 2020-1-ES01-KA203-082364



Cours de formation
Migrations, genre et inclusion dans le contexte européen : Une approche interdisciplinaire

Module 3
Mesures pour l'inclusion sociale des femmes migrantes, y compris l'accès à la résidence et à la citoyenneté

Co-funded by the Erasmus+ Programme of the European Union

The European Commission support for the production of this publication does not constitute an endorsement of the contents which reflects the views only of the authors, and the Commission cannot be held responsible for any use which may be made of the information contained therein.

VOICES OF IMMIGRANT WOMEN

Project Number: 2020-1-ES01-KA203-082364

Table des matières

Introduction

Chapitre 1. Citoyenneté et résidence. Concepts clés

Chapitre 2. Modèles de citoyenneté, participation active et mouvements sociaux

Chapitre 3. Stratégies clés pour favoriser l'inclusion sociale des femmes migrantes dans la diversité de leurs réalités, à partir d'une approche interdisciplinaire et interculturelle.

Chapitre 4. Approche pratique au niveau national

- Grèce
- Espagne
- France
- Italie
- Portugal
- Slovénie

Chapitre 5. Dimension Européenne

Documents téléchargeables

Objets d'apprentissage/activités pratiques

Glossaire

Introduction

Le module 3 traite de l'inclusion sociale des femmes migrantes en mettant l'accent sur l'accès à la résidence et à la citoyenneté. Il étudiera également comment l'acquisition de la citoyenneté est liée aux politiques d'intégration dans les États membres, et si la naturalisation est considérée comme le point final d'un processus d'intégration ou si l'acquisition de la citoyenneté est destinée à faciliter l'intégration. Les mesures de l'UE sur l'immigration légale couvrent les conditions d'entrée et de séjour de certaines catégories d'immigrants. L'acquisition de la citoyenneté a été un sujet de débat dans de nombreux États membres ces dernières années, avec la nécessité d'intégrer les migrants.

Citoyenneté et résidence. Concepts clés

Qu'est-ce que la résidence ? Le titre de séjour est toute autorisation délivrée par les autorités d'un État membre de l'UE permettant à un ressortissant de pays tiers de séjourner légalement sur son territoire, conformément aux dispositions du règlement (UE) n° 265/2010 (règlement sur les visas de long séjour). L'approche actuelle consiste à adopter une législation sectorielle, par catégorie de migrants, afin d'établir une politique d'immigration régulière au niveau de l'UE. **La directive 2009/50/CE** établissant les conditions d'entrée et de séjour des ressortissants de pays tiers aux fins d'un emploi hautement qualifié a créé la "carte bleue européenne", une procédure accélérée de délivrance d'un permis de séjour et de travail spécial, afin de permettre aux travailleurs de pays tiers d'occuper un emploi hautement qualifié dans les États membres. **La directive sur le permis unique (2011/98/UE**) définit une procédure commune et simplifiée pour les ressortissants de pays tiers qui demandent un permis de séjour et de travail dans un État membre, ainsi qu'un ensemble commun de droits à accorder aux immigrants réguliers. La **directive 2014/36/UE,** régit les conditions d'entrée et de séjour des ressortissants de pays tiers aux fins d'emploi en tant que travailleurs saisonniers. La directive 2014/66/UE fait référence aux conditions d'entrée et de séjour des ressortissants de pays

Co-funded by the Erasmus+ Programme of the European Union
The European Commission support for the production of this publication does not constitute an endorsement of the contents which reflects the views only of the authors, and the Commission cannot be held responsible for any use which may be made of the information contained therein.

tiers dans le cadre d'un transfert intra-entreprise. **La directive (UE) 2016/801** fait référence aux conditions d'entrée et de séjour des ressortissants de pays tiers à des fins de recherche, d'études, de formation, de volontariat, de programmes d'échange d'élèves ou de projets éducatifs et de placement au pair. Le statut des ressortissants de pays tiers qui sont des résidents de longue durée dans l'Union européenne est régi par la **directive 2003/109/CE,** modifiée en 2011 pour étendre son champ d'application aux réfugiés et aux autres bénéficiaires d'une protection internationale. **La directive 2003/86/CE** énonce des dispositions relatives au droit au regroupement familial.

Qu'est-ce que la citoyenneté ? La citoyenneté est le lien juridique particulier entre un individu et son État, acquis par la naissance ou la naturalisation, que ce soit par déclaration, choix, mariage ou autre selon la législation nationale. L'intégration des ressortissants de pays tiers est devenue un sujet politique important dans de nombreux États membres, notamment en raison du grand nombre de nouveaux migrants qui sont arrivés dans l'UE en 2014-2016 et ont reçu une protection internationale. Quand, comment et dans quelles circonstances un ressortissant de pays tiers peut acquérir la citoyenneté d'un État membre de l'UE est une dimension essentielle des processus d'intégration. L'acquisition de la citoyenneté peut être considérée comme l'étape finale du processus d'intégration réussi d'un individu, comme une incitation pour les individus à s'intégrer dans une nouvelle société ou les deux. L'octroi de la citoyenneté est une prérogative des États membres, qu'ils doivent exercer dans le respect du droit communautaire. Les États membres sont seuls responsables de la fixation des conditions d'acquisition de la citoyenneté. Toutefois, les citoyens d'un État membre jouissent également des droits de la citoyenneté européenne, y compris celui de la mobilité et de la libre circulation dans tous les États membres. À ce titre, la détermination de la citoyenneté par un État membre implique une responsabilité envers tous les autres. Il existe trois principaux modes de naturalisation : **i) la naturalisation ordinaire, ii) la naturalisation discrétionnaire pour des raisons d'intérêt national, iii) la naturalisation facilitée discrétionnaire pour des raisons d'intérêt national**. **L'acquisition de la citoyenneté** désigne tout mode d'acquisition de la nationalité, c'est-à-dire par la naissance ou à tout moment après la naissance, automatique ou non, sur la base d'une attribution, d'une déclaration, d'une option ou d'une demande. La naturalisation désigne tout mode d'acquisition après la naissance d'une nationalité que la personne visée ne possédait pas auparavant et qui nécessite une demande de cette personne ou de son représentant légal ainsi qu'un acte d'octroi de la nationalité par une autorité publique. **Ius sanguinis** fait référence à la détermination de la nationalité d'une personne sur la base de la nationalité de ses parents. **Le Ius soli** fait référence au principe selon lequel la nationalité d'une personne est déterminée sur la base de son pays de naissance.

Ressources en ligne

Réseau européen des migrations (REM), 2020, Pathways to citizenship for third-country nationals in the EU. Rapport de synthèse du REM pour l'étude 2019 du REM. Bruxelles : Réseau européen des migrations (REM)/Commission européenne.
(https://www.emn.at/wp-content/uploads/2020/07/emn-synthesis-report-2020_pathways-to-citizenship.pdf)
L'étude fournit un aperçu comparatif des régimes existants encadrant l'accès à la citoyenneté nationale par naturalisation pour les ressortissants de pays tiers dans les États membres de l'Union européenne (UE).

Parlement européen, 2021, Politique d'immigration. Bruxelles : Commission européenne.
(https://www.europarl.europa.eu/factsheets/en/sheet/152/immigration-policy)
Ce document fait référence à une politique européenne d'immigration globale et tournée vers l'avenir, fondée sur la solidarité, qui est un objectif clé pour l'Union européenne. La politique d'immigration vise à établir une approche équilibrée pour traiter l'immigration régulière et irrégulière.

Observatoire de la citoyenneté mondiale (GLOBALCIT)
(https://globalcit.eu/)
L'Observatoire de la citoyenneté mondiale (GLOBALCIT) est un observatoire en ligne qui se consacre à l'analyse factuelle et non partisane des lois sur la citoyenneté et des droits électoraux dans le monde.

Co-funded by the Erasmus+ Programme of the European Union

The European Commission support for the production of this publication does not constitute an endorsement of the contents which reflects the views only of the authors, and the Commission cannot be held responsible for any use which may be made of the information contained therein.

Modèles de citoyenneté, participation active et mouvements sociaux

Bauböck (2003) affirme que l'accès à la citoyenneté doit rester ouvert si la population résidente et le nombre de citoyens ne sont plus égaux en raison de l'immigration continue. Contrairement aux règles de citoyenneté automatique à la naissance (ius soli et ius sanguinis), toutes les règles de naturalisation dans les États démocratiques sont basées sur le concept d'affiliation volontaire.

Castles, de Haas et Miller (2014) mentionnent que les questions centrales sont les suivantes : définir qui est citoyen, comment les nouveaux arrivants peuvent devenir citoyens et ce que signifie la citoyenneté. En principe, l'État-nation ne permet qu'une seule affiliation, mais les immigrants et leurs descendants ont une relation avec plus d'un État. La citoyenneté peut être distinguée selon les types suivants : **Modèle impérial** : définition de l'appartenance à la nation en termes d'être un sujet du même pouvoir ou du même dirigeant. **Modèle ethnique** : Définition de l'appartenance à la nation en termes d'ethnicité (ascendance, langue et culture communes), ce qui signifie l'exclusion des minorités de la citoyenneté et de la nation. **Modèle républicain** : définition de la nation comme une communauté politique, fondée sur une constitution, des lois et une citoyenneté, avec la possibilité d'admettre de nouveaux arrivants dans la communauté, à condition qu'ils adhèrent aux règles politiques et soient disposés à adopter la culture nationale. **Modèle multiculturel** : La nation est également définie comme une communauté politique, fondée sur une constitution, des lois et une citoyenneté, qui peut admettre de nouveaux arrivants. Dans ce modèle, ceux-ci peuvent conserver leurs cultures distinctives et former des communautés ethniques, à condition de se conformer aux lois nationales. Tous ces types idéaux ont un point commun : ils reposent sur des citoyens qui appartiennent à un seul État-nation. L'installation des migrants est considérée comme un processus de transfert de la loyauté primaire de l'État d'origine vers le nouvel État de résidence. Ce processus est symboliquement marqué par la naturalisation et l'acquisition de la citoyenneté du nouvel État. La théorie transnationale soutient que cela ne s'applique plus aux groupes croissants de migrants. Ainsi, un autre type idéal de citoyenneté pourrait émerger : **Le modèle transnational** : les identités des membres des communautés transnationales transcendent les frontières nationales, conduisant à des formes d'appartenance multiples et différenciées. En outre, la citoyenneté double ou multiple est de plus en plus courante.

Selon Delanty (1997), la citoyenneté peut être envisagée selon quatre modèles qui mettent l'accent sur différentes dimensions de ce qu'implique l'appartenance à une communauté politique : droits, devoirs, participation et identité : Le modèle des droits : Les droits sont une dimension de la citoyenneté sur laquelle insistent surtout les libéraux et qui fait référence aux droits que les citoyens détiennent à l'égard de l'État ; le modèle conservateur : les devoirs classiques des citoyens à l'égard de l'État sont : les impôts, le service militaire et l'éducation ; le modèle participatif : l'idée radicale de la citoyenneté met l'accent sur la participation en tant que processus actif et quelque chose qui ne peut être réduit à un devoir ; le modèle communautaire : pour les communautariens, la citoyenneté va au-delà des droits et des devoirs et implique également des questions d'identification.

Martiniello (2006) identifie une typologie des différentes formes de participation politique des immigrés dans le pays d'installation.

i) le niveau d'action géopolitique; ii) la politique étatique et la politique non étatique; iii) la politique électorale ; iv) la politique parlementaire ; v) la politique consultative.

; vi) L'engagement dans les partis politiques; vii) Politique syndicale ; viii) Autres groupes de pression ; ix) Mobilisation des communautés ethniques.

Ressources en ligne

Bauböck, R., 2003, Models of Citizenship and Rules of Naturalisation, in Layton-Henry, Z. et Wilpert, C. (eds). (2003). Challenging racism in Britain and Germany, New York : Palgrave Macmillan, 25-45.
(https://link.springer.com/chapter/10.1057/9780230506206_2)
Les chapitres soulignent que l'octroi de la citoyenneté est traditionnellement considéré comme un élément clé de la souveraineté nationale. Chaque État est libre de définir les critères selon lesquels les nouveaux membres sont acceptés.

Bauböck, R., (ed.), 2006, Migration et citoyenneté : statut juridique, droits et participation politique. Rapports IMISCOE. Amsterdam : Amsterdam University Press.
(https://www.imiscoe.org/docman-books/375-bauboeck-2006/file)

Co-funded by the Erasmus+ Programme of the European Union
The European Commission support for the production of this publication does not constitute an endorsement of the contents which reflects the views only of the authors, and the Commission cannot be held responsible for any use which may be made of the information contained therein.

Ce volume résume les théories actuelles et les recherches empiriques sur le statut juridique et la participation politique des migrants dans les démocraties européennes.

Castles, S., de Haas, H., et Miller, M. J., 2014, The Age of Migration (5th ed.). New York : Palgrave McMillan, 66-68.
(http://www.age-of-migration.com/about)
La publication se concentre sur la migration internationale contemporaine, elle explique comment l'installation des migrants entraîne une diversité ethnique accrue et comment elle affecte les changements sociaux, culturels et politiques plus larges dans les sociétés de destination et d'origine et examine les interactions complexes entre la migration et les processus plus larges de changement dans les sociétés d'origine et de destination.

Delanty, G., 1997, Models of citizenship : Defining European identity and citizenship, Citizenship Studies, 1:3, 285-303.
(https://www.tandfonline.com/doi/abs/10.1080/13621029708420660)
Cet article mentionne que la citoyenneté implique l'appartenance à une communauté politique et est définie de manière interne par des droits, des devoirs, une participation et une identité. Elle a traditionnellement été subordonnée à la nationalité, qui définit les limites territoriales de la citoyenneté.

Martiniello, M., 2006, Political participation, mobilisation and representation of immigrants and their offspring in Europe, in Bauböck, R., (ed.), 2006, Migration and Citizenship Legal Status, Rights and Political Participation. Rapports IMISCOE. Amsterdam : Amsterdam University Press, 84-112.
(https://www.imiscoe.org/docman-books/375-bauboeck-2006/file)
Ce volume résume les théories actuelles et les recherches empiriques sur le statut juridique et la participation politique des migrants dans les démocraties européennes.

Co-funded by the Erasmus+ Programme of the European Union

The European Commission support for the production of this publication does not constitute an endorsement of the contents which reflects the views only of the authors, and the Commission cannot be held responsible for any use which may be made of the information contained therein.

Stratégies clés pour favoriser l'inclusion sociale des femmes migrantes dans la diversité de leurs réalités, à partir d'une approche interdisciplinaire et interculturelle

La sécurité de la résidence permanente peut constituer une étape fondamentale sur la voie de la citoyenneté à part entière et de meilleurs résultats en matière d'intégration. La voie vers la résidence permanente est à moitié favorable à l'intégration dans les pays MIPEX (58/100). Après 5 ans, la plupart des résidents peuvent demander un statut de résident à long terme et des droits égaux à ceux des citoyens nationaux, mais seulement après avoir prouvé qu'ils sont autonomes. Ceux qui ont besoin d'aide ou qui ne sont pas en mesure de payer les frais élevés se retrouvent avec un statut temporaire, sans le soutien nécessaire ni les opportunités de poursuivre leur intégration (Solano et Huddleston, 2020b). Faciliter l'accès à la nationalité peut augmenter considérablement les taux de naturalisation et stimuler les résultats de l'intégration. Les politiques de nationalité ne sont que moyennement favorables à la promotion de la naturalisation des immigrants. Les politiques de nationalité constituent un point faible majeur dans la plupart des pays européens (Solano et Huddleston, 2020a). Les États membres ont simplifié les exigences administratives et juridiques pour répondre aux besoins du marché du travail, en particulier en ce qui concerne les travailleurs qualifiés. Cette approche a également été adoptée à l'égard d'un certain nombre de professions peu ou moyennement qualifiées dans plusieurs États membres où il existe des pénuries de main-d'œuvre dans ces domaines (Réseau européen des migrations, 2020). Cependant, l'inclusion sociale est entravée en raison du piégeage des femmes migrantes dans l'emploi informel, les emplois précaires, à faible statut/faible rémunération (travail domestique, soins infirmiers, garde d'enfants, agriculture, nettoyage, restauration et services touristiques/hôteliers et de soins personnels), indépendamment du statut juridique (Fouskas, et al, 2018). Les théories de l'intégration décrivent l'acquisition de la citoyenneté et des droits et responsabilités qui y sont associés comme une étape cruciale de l'intégration dans le pays d'accueil d'une femme ressortissante de pays tiers. Il existe des preuves suggestives que le fait de donner accès à la pleine citoyenneté peut améliorer la santé et le niveau d'éducation et renforcer les possibilités d'intégration sur le marché du travail. En outre, les femmes immigrées naturalisées ont en général de meilleurs résultats en matière d'intégration que les non-nationaux. Toutefois, l'acquisition de la citoyenneté et l'intégration sont perçues différemment selon les États membres, en fonction de leur approche de la citoyenneté. Dans la majorité des États membres, la citoyenneté est considérée comme liée à la politique nationale d'intégration. Dans certains États membres, la citoyenneté ne fait pas partie des politiques d'intégration, soit parce qu'il n'existe aucune politique d'intégration au niveau national (en Belgique), soit parce que les politiques s'adressent aux ressortissants de pays tiers jusqu'au moment de l'acquisition de la citoyenneté. La Grèce fait exception à la règle : en général, elle n'aborde pas la question de la citoyenneté dans sa politique d'intégration, mais se concentre sur les personnes dont les grands-parents étaient des migrants, dont certaines peuvent avoir la nationalité grecque. Certains États membres considèrent la citoyenneté comme l'"aboutissement" du processus d'intégration, ce qui signifie que les immigrants doivent remplir les critères d'intégration définis par les États membres avant de devenir citoyens. D'autres États membres considèrent la citoyenneté comme une mesure essentielle pour faciliter l'intégration des femmes migrantes dans la société d'accueil. Dans d'autres États membres, le lien entre citoyenneté et intégration n'est pas clair ou fait l'objet d'un débat controversé permanent. Dans quelques États membres, un soutien spécifique est mis à la disposition des nouveaux citoyens. Ce soutien va de la fourniture d'informations à des mesures de soutien spécifiques pour les nouveaux citoyens, mais il vise souvent les citoyens issus de l'immigration en général. Dans certains États membres, la naturalisation est considérée comme contribuant positivement à l'intégration sur le marché du travail, principalement en raison de l'égalité d'accès au marché du travail avec les autres citoyens (y compris l'accès à certaines professions réservées aux citoyens). Dans la plupart des États membres, l'acquisition de la citoyenneté est une démarche effectuée après avoir passé plusieurs années dans le pays. En général, une résidence plus longue dans un pays peut contribuer positivement aux résultats en matière d'emploi. La citoyenneté n'est pas une garantie contre la discrimination sur le marché du travail.

Ressources en ligne

Dobrowolsky, A. et Tastsoglou, E., (eds.), 2016, Women, Migration and Citizenship : Établir des connexions locales, nationales et transnationales. Florence : Taylor and Francis.
(https://www.routledge.com/Women-Migration-and-Citizenship-Making-Local-National-and-Transnational/Dobrowolsky-Tastsoglou/p/book/9780367740191)
Cette collection met en évidence les multiples connexions entre les préoccupations et les pratiques des femmes en

Co-funded by the Erasmus+ Programme of the European Union

The European Commission support for the production of this publication does not constitute an endorsement of the contents which reflects the views only of the authors, and the Commission cannot be held responsible for any use which may be made of the information contained therein.

matière de migration et de citoyenneté. Il présente des recherches originales qui examinent les diverses expériences des femmes en tant que migrantes et réfugiées et expose la manière dont les idéologies et pratiques de genre organisent la citoyenneté des migrants, dans ses diverses dimensions, aux niveaux local, national et transnational.

Réseau européen des migrations (REM), 2020, Rapport annuel sur la migration et l'asile 2019. Bruxelles : Réseau européen des migrations.
(https://www.bamf.de/SharedDocs/Anlagen/EN/EMN/Politikberichte/ZuPolitikStatistikberichten/emn-2019-politikberichtsynthese.pdf;jsessionid=8EE12EC9F5495AB69A7326B5B7F5DE63.intranet372?__blob=publicationFile&v=4)
Les rapports nationaux annuels sur la migration et l'asile fournis par les PCN du REM visaient à décrire la situation et les développements en matière de migration et d'asile dans l'État membre et en Norvège, ainsi que des données statistiques spécifiques pour l'année 2019.

Fouskas, T., Hatzopoulos, V., Grigoriou, P., Karabelias, G., Tsobanoglou, G., de Maio, A., Kazanas, K. et Mine, F., 2018, Labour market integration of third-country nationals in EU member states. Athènes : Organisation européenne de droit public (EPLO)/Ministère hellénique des politiques migratoires/Commission européenne/Réseau européen des migrations.
(http://emn.immigration.gov.gr/en/repository/send/25-2018/67-emn-study-1-2018-labour-market-integration-of-third-country-nationals-in-eu-member-states)
La contribution nationale de la Grèce a été réalisée dans le cadre de l'étude 2018:1 du Réseau européen des migrations (EMN). Elle vise à informer les États membres et la Commission européenne sur les développements concernant les politiques d'intégration sur le marché du travail ciblant les ressortissants de pays tiers en Grèce.

Solano, G. et Huddleston, T., 2020a, Access to Nationality : Indice 2020 des politiques d'intégration des migrants. Barcelone/Bruxelles : CIDOB et MPG.
(https://www.mipex.eu/access-nationality)
Le Migrant Integration Policy Index (MIPEX) stimule les débats, alimente des rapports de haut niveau et est utilisé pour l'action de la société civile sur la politique d'intégration des migrants à travers le monde.

Solano, G. et Huddleston, T., 2020b, Permanent Residence : Indice des politiques d'intégration des migrants 2020. Barcelone/Bruxelles : CIDOB et MPG.
(https://www.mipex.eu/permanent-residence)
Le Migrant Integration Policy Index (MIPEX) stimule les débats, alimente des rapports de haut niveau et est utilisé pour l'action de la société civile sur la politique d'intégration des migrants dans le monde entier.

Co-funded by the Erasmus+ Programme of the European Union

The European Commission support for the production of this publication does not constitute an endorsement of the contents which reflects the views only of the authors, and the Commission cannot be held responsible for any use which may be made of the information contained therein.

Documents téléchargeables

Bauböck, R., Honohan, I., Huddleston, T., Hutcheson, D., Shaw, j. et Vink, M., 2018, Access to Citizenship and its Impact on Immigrant Integration. Florence : EUI/MPG.
(https://cadmus.eui.eu/bitstream/handle/1814/29828/AccesstoCitizenshipanditsImpactonImmigrantIntegration.pdf?sequence=1)
Le projet de recherche 'Access to Citizenship and its Impact on Immigrant Integration (ACIT) a comparé la manière dont les États européens réglementent l'acquisition de la citoyenneté et l'impact de la citoyenneté sur la participation socio-économique et politique des immigrants.

Réseau européen des migrations (REM), 2018, Glossaire Asile et Migration 6.0 : Un outil pour une meilleure comparabilité produit par le Réseau européen des migrations. Commission européenne/Réseau européen des migrations.
(https://ec.europa.eu/home-affairs/system/files/2020-09/interactive_glossary_6.0_final_version.pdf)
Le glossaire soutient les discussions politiques dans toute l'UE et au niveau national en fournissant un vocabulaire commun de termes et de concepts actualisés dans toutes les langues des États membres, permettant ainsi une meilleure compréhension et comparabilité des phénomènes de migration et d'asile.

Réseau européen des migrations (REM), 2019, Labour market integration of third-country nationals in EU member states. Rapport de synthèse du REM pour l'étude du REM 2018. Réseau européen des migrations (REM)/Commission européenne.
(https://emn.ie/files/p_201902120358102019_emn-synthesis_%20LabourMarketIntegration_12.02.2019.pdf)
L'étude vise à fournir un aperçu des politiques d'intégration sur le marché du travail existantes dans les États membres ciblant les ressortissants de pays tiers. Elle se concentre sur les politiques actuelles et celles qui ont été soit récemment mises en œuvre (à partir de 2014), soit modifiées depuis 2014. Elle offre des exemples de mesures d'intégration au marché du travail prometteuses mises en œuvre par le secteur public ainsi que des initiatives sur mesure liées à l'emploi fournies par le secteur privé.

Eurostat, 2021, Permis de séjour - statistiques sur les premiers permis délivrés au cours de l'année. Bruxelles : Eurostat.
(https://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php?title=Residence_permits_-_statistics_on_first_permits_issued_during_the_year)
Cet article présente les statistiques de l'Union européenne (UE) sur les premiers permis de séjour délivrés aux citoyens non européens au cours de chaque année de référence. Les données sont basées sur le cadre réglementaire prévu par l'article 6 du règlement (CE) n° 862/2007 relatif aux statistiques sur la migration et la protection internationale.

Co-funded by the Erasmus+ Programme of the European Union

The European Commission support for the production of this publication does not constitute an endorsement of the contents which reflects the views only of the authors, and the Commission cannot be held responsible for any use which may be made of the information contained therein.

Project Number: 2020-1-ES01-KA203-082364

Approche pratique au niveau national

Grèce

La Stratégie nationale d'intégration 2019 a identifié la promotion de l'intégration des femmes immigrées dans le système éducatif, l'intégration sur le marché du travail et l'accès aux services publics, entre autres, comme des composantes importantes de l'intégration des femmes immigrées et des bénéficiaires de la protection internationale.

Concernant les permis de séjour, la loi 4251/2014 " Code de l'immigration et de l'intégration sociale et autres dispositions " a introduit des changements dans les domaines des permis de séjour, du regroupement familial et de l'accès au marché du travail. Il existe sept (7) grandes catégories de permis de séjour : 1. Permis de séjour pour travail et raisons professionnelles, 2. Permis de séjour pour raisons humanitaires, exceptionnelles et autres, 3. Permis de séjour pour études, bénévolat, recherche et formation professionnelle, 4. Permis de séjour pour les victimes de la traite des êtres humains, 5. Permis de séjour pour regroupement familial, 6. Permis de séjour de longue durée, 7. Certificat spécial de résidence légale. Les personnes reconnues comme réfugiés reçoivent un permis de séjour de 3 ans (ADET), qui peut être renouvelé après décision du chef du Bureau régional pour l'asile (RAO). Suite à l'entrée en vigueur de la loi 4636/2019 " sur la protection internationale et autres dispositions ", les bénéficiaires de la protection subsidiaire n'ont plus le droit de recevoir un permis de 3 ans. Ils obtiennent un permis de séjour d'un an, renouvelable pour une période de 2 ans. Les titres de séjour sont généralement délivrés au moins 4 à 5 mois après la communication de la décision positive d'octroi de la protection internationale. Jusqu'à la délivrance des permis de séjour, les demandeurs détiennent la carte de demandeur d'asile, sur laquelle est apposée la mention "Pending Residence Permit".

En ce qui concerne l'accès à la citoyenneté, conformément au code de la citoyenneté (L. 3284/2004, article 5, paragraphe 1, code de la citoyenneté, modifié par la loi L. 4674/2020), la citoyenneté peut être accordée à un étranger qui : i) a atteint l'âge de la majorité au moment de la présentation de la déclaration de naturalisation ; ii) n'a pas fait l'objet d'une condamnation irrévocable pour un certain nombre de crimes commis intentionnellement au cours des dix dernières années, avec une peine d'au moins un an ou d'au moins six mois, indépendamment du moment où la décision de condamnation a été rendue. La condamnation pour entrée illégale dans le pays ne fait pas obstacle à la procédure de naturalisation.iIii) N'a pas de procédure d'expulsion en cours ou d'autres problèmes concernant son statut de résidence ; iv) A résidé légalement en Grèce pendant 7 années continues avant le dépôt de la demande ; v) Détient l'une des catégories de permis de séjour prévues par le Code de la citoyenneté, entre autres le permis de séjour de longue durée, le permis de séjour accordé aux réfugiés reconnus ou aux bénéficiaires de la protection subsidiaire, ou le permis de séjour de deuxième génération. D'autres catégories de permis ont été ajoutées en 2018. Les demandeurs doivent également avoir : i) une connaissance suffisante de la langue grecque ; ii) être normalement intégrés dans la vie économique et sociale du pays ; et iii) être en mesure de participer activement à la vie politique (c'est-à-dire connaître les institutions politiques de la République hellénique, connaître

l'histoire politique grecque)

Références

Base de données d'information sur l'asile (AIDA) (2021) - Permis de séjour - Grèce. Bruxelles : Conseil européen sur les réfugiés et les exilés.
https://asylumineurope.org/reports/country/greece/content-international-protection/status-and-residence/residence-permit/
Ce lien fournit des informations sur le permis de séjour pour les personnes qui se sont vues reconnaître une forme de protection en Grèce.

Base de données d'information sur l'asile (AIDA) (2021). Naturalisation- Grèce. Bruxelles : Conseil européen sur les réfugiés et les exilés.
https://asylumineurope.org/reports/country/greece/content-international-protection/status-and-residence/naturalisation/
Ce lien fournit des informations sur les conditions d'obtention de la citoyenneté en Grèce.

Co-funded by the Erasmus+ Programme of the European Union
The European Commission support for the production of this publication does not constitute an endorsement of the contents which reflects the views only of the authors, and the Commission cannot be held responsible for any use which may be made of the information contained therein.

Fouskas, T., Anderson, B., Koulierakis, G., Economou, C., Spyridakis, M., Souliotis, K., Mine, F., de Maio, A., Kazanas, K. et Gikopoulou, P. (2020). Les voies d'accès à la citoyenneté pour les ressortissants de pays tiers dans les États membres de l'UE. Athènes : Organisation européenne de droit public (EPLO)/Ministère hellénique des politiques migratoires/Commission européenne/Réseau européen des migrations.
https://ec.europa.eu/home-affairs/system/files/2020-03/greece_pathways_to_citizenship_en.pdf
https://ec.europa.eu/home-affairs/document/download/22ae842d-9be0-4755-b0d7-647e05415df9_en
Cette étude comprend un examen des conditions et des exigences de la naturalisation et des processus administratifs utilisés pour déterminer si une personne est éligible.

Conseil grec pour les réfugiés (2020). Base de données d'information sur l'asile (AIDA) (2019). Country Report : Grèce. Bruxelles : Conseil européen pour les réfugiés et les exilés.
https://asylumineurope.org/wp-content/uploads/2020/07/report-download_aida_gr_2019update.pdf
Ce rapport s'appuie sur les informations fournies par les organismes nationaux liés aux procédures d'asile.

Ministère de l'intérieur/Secrétariat général à la citoyenneté (2021). Instructions simplifiées sur l'acquisition de la citoyenneté grecque - Comment puis-je devenir un citoyen grec ? Athènes : Le Médiateur grec/Direction de la citoyenneté du ministère de l'Intérieur.
https://www.ypes.gr/UserFiles/f0ff9297-f516-40ff-a70e-eca84e2ec9b9/HowCanIBecomeAGreekCitizen.pdf
Ce lien fournit des informations sur la manière dont un individu peut devenir un citoyen grec.

Ministère des migrations et de l'asile (2019). Stratégie nationale d'intégration. Athènes : Stratégie nationale d'intégration.
https://migration.gov.gr/wp-content/uploads/2020/05/B6.-Εθνική-Στρατηγική-2019.pdf
Ce lien permet d'accéder à la stratégie nationale d'intégration 2019 de la Grèce.

Ministère des migrations et de l'asile (2021). Catégories de permis de séjour pour les citoyens de pays tiers et documents à soumettre. Athènes : Stratégie nationale d'intégration.
https://migration.gov.gr/en/migration-policy/metanasteusi-stin-ellada/katigories-adeion-diamonis-politon-triton-choron-dikaiologitika%e2%80%8b/

Ce lien fournit des informations sur les catégories de permis de séjour pour les citoyens de pays tiers et les documents à soumettre en Grèce.

Espagne

L'article 30 bis de la "Loi organique 4/2000, du 11 janvier, sur les droits et libertés des étrangers en Espagne et leur intégration sociale" (modifiée ultérieurement par la LO 8/2000, la LO 14/2003, la LO 2/2009, la LO 10/2011, la RDL 16/2012 et le jugement 13/2021) établit que "les étrangers qui se trouvent en Espagne et qui sont titulaires d'une autorisation de séjour sont des résidents". Cette résidence peut être temporaire ou de longue durée. Une résidence temporaire autorise un séjour en Espagne pour une période allant de 90 jours à cinq ans (article 31.1.). Si les étrangers sont inscrits à la sécurité sociale, un permis de séjour pour travail est également accordé (article 36.2). L'article 32 stipule que "la résidence de longue durée implique que vous êtes autorisé à résider et à travailler en Espagne de manière indéfinie, dans les mêmes conditions que les ressortissants espagnols". Parmi les conditions requises, il faut avoir eu une résidence temporaire en Espagne pendant cinq ans de manière continue.

Pour garantir les droits des personnes étrangères, il est précisé que "l'absence de permis de séjour et de travail (...), n'invalidera pas un contrat de travail concernant les droits du travailleur étranger, ni n'empêchera l'octroi des avantages découlant des cas envisagés par les conventions internationales sur la protection des travailleurs ou d'autres conventions applicables (...)" (article 36.5).

L'obtention de la résidence permet, entre autres, d'inclure les membres de la famille, de prolonger les délais de demande de la nationalité espagnole, de voyager librement dans l'Union européenne, de faciliter les renouvellements,

Co-funded by the Erasmus+ Programme of the European Union

The European Commission support for the production of this publication does not constitute an endorsement of the contents which reflects the views only of the authors, and the Commission cannot be held responsible for any use which may be made of the information contained therein.

etc. Néanmoins, il faut savoir que les procédures de demande sont généralement assez longues. En outre, le permis de séjour ne permet pas toujours de travailler en Espagne.

D'autre part, la réglementation envisage la possibilité d'obtenir un permis de séjour pour les femmes étrangères victimes de violence de genre, ainsi que l'accès aux droits reconnus dans la "Loi organique 1/2004, du 28 décembre, relative aux mesures de protection intégrale contre la violence de genre" (article 31 bis). Ainsi, il sera possible de demander "une autorisation de séjour et de travail en cas de circonstances exceptionnelles à partir de l'émission d'une ordonnance de protection en leur faveur ou, à défaut, un rapport du ministère public faisant référence à l'existence de preuves de la violence de genre" (article 31 bis.3).

Bien que cette règle protège en particulier les femmes en situation irrégulière, certaines femmes en congé temporaire étaient exclues de cette interprétation. Par conséquent, l'"Instruction SEM 2/2021 sur l'autorisation de séjour temporaire et de travail dans des circonstances exceptionnelles pour les femmes étrangères victimes de la violence de genre" prévoit ce permis pour toute femme victime de la violence de genre, indépendamment de sa situation administrative en Espagne.

Il convient également de noter que la nationalité espagnole est généralement obtenue après qu'une personne ait résidé en Espagne pendant dix ans. De manière significative, l'arrêt n° 1.521/2021 de la Cour suprême allège l'exigence d'intégration pour l'obtention de la nationalité espagnole (qui nécessite l'approbation d'un questionnaire) pour les femmes migrantes non qualifiées, considérant qu'il est important d'examiner si le milieu socioculturel de ces femmes est caractérisé par une discrimination éducative à l'égard des femmes.

Enfin, la success story intitulée "Du Ghana à l'Espagne : un meilleur avenir pour ses enfants", accessible à l'adresse https://viw.pixel-online.org/case_view.php?id=MTg=, relate les difficultés d'une femme immigrée à acquérir son autonomie, à obtenir un emploi et à subvenir aux besoins de sa famille en raison de son statut de sans-papiers.

Références/ Ressources en ligne

Droits de citoyenneté des femmes étrangères sans papiers victimes de violence de genre https://doi.org/10.5944/rdh.26.2015.16343

Ce travail réalise une analyse différenciée de l'actuelle loi espagnole sur les étrangers et des lois antérieures qui régissaient la situation juridique de ces femmes étrangères victimes de violence de genre.

Une citoyenneté féminine. Les apports des femmes immigrées marocaines, équatoriennes et roumaines en Espagne https://journals.openedition.org/revestudsoc/7994

Cet article présente une étude et un débat critique autour de la conception traditionnelle de la citoyenneté, à partir des contributions des femmes immigrées.

Les comités des droits de l'homme : Leur nature et leur pertinence juridique en Espagne. https://www.academia.edu/72078688/Human_Rights_Committees_Their_Nature_and_Legal_Relevance_in_Spain

Cet article analyse l'état des mécanismes de mise en œuvre des traités relatifs aux droits de l'homme, souvent constitués en "commissions", en évaluant l'efficacité de leurs résolutions et leur impact en Espagne. En particulier, le Comité des droits de l'homme, le Comité des droits économiques, sociaux et culturels et le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes (Comité CEDAW) font l'objet d'un examen plus approfondi.

Effets de l'exclusion des immigrés sans-papiers de la couverture médicale en Espagne. Politique de santé. https://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S0168851018304160

Co-funded by the Erasmus+ Programme of the European Union

The European Commission support for the production of this publication does not constitute an endorsement of the contents which reflects the views only of the authors, and the Commission cannot be held responsible for any use which may be made of the information contained therein.

Les objectifs de ce travail sont d'identifier les caractéristiques spécifiques de cette politique, d'examiner son impact sur la santé et l'accès aux soins, et d'évaluer son impact économique.

France

La question de l'intégration et de l'inclusion des femmes immigrées en France est apparue comme un objet de lutte sociale pour les mouvements féministes et progressivement comme un objet d'étude dans les sciences sociales à la fin des années 1960. Discuter de la place des femmes immigrées sur le marché du travail français et des facteurs qui expliquent leur intégration et leur exclusion implique qu'il existe un intérêt évident pour cette question de la part de divers acteurs publics et privés.

La participation des femmes migrantes à la vie citoyenne fait partie des priorités de la Stratégie nationale d'accueil et d'intégration, portée par le ministère de l'Intérieur depuis 2018. Cette démarche participative, visant à favoriser les échanges entre les personnes exilées et les populations locales, représente une clé d'intégration dans la société d'accueil. L'implication et l'inclusion des immigrés dans les sphères associatives et civiques leur permet de devenir acteurs de leur propre vie, de participer davantage à la vie des structures qui les accompagnent, de se construire des références et un réseau dans le pays d'accueil, mais aussi de valoriser et de mettre à profit leurs compétences.

En effet, le gouvernement français, pour répondre à ses obligations en matière d'intégration, a mis en place des instances locales qui permettent aux immigrés de participer à la vie sociale et civique de leur communauté de résidence. Par exemple, dans le cadre de son contrat avec la Direction interministérielle de l'accueil et de l'intégration des réfugiés (Diair), la ville de Dijon a mis en place et financé le programme " Ensemble ! " géré par l'association Cesam. Ce programme comporte deux volets principaux : établir un diagnostic individuel des besoins de chaque migrant et les intégrer dans les projets menés par les associations du territoire. La ville de Clermont-Ferrand développe également la participation des migrants dans le cadre du contrat avec la Diair. L'objectif de cette inclusion sociale et citoyenne permet de mieux cibler les actions en faveur de ce public. De plus, l'insertion dans un tissu associatif et institutionnel donne la possibilité aux immigrés dont le combat pour la liberté et la défense des droits de l'homme a été un motif d'exil, de maintenir cet engagement et de faire perdurer leurs témoignages. Cette dynamique participative s'inscrit enfin dans la perspective plus globale de la consultation des réfugiés, qui vise à recueillir leurs expériences de migration et d'intégration pour mieux les associer aux décisions qui les concernent.

Cependant, malgré ce tableau d'intégration sociale, il n'en demeure pas moins que l'inclusion des femmes migrantes reste très difficile en France. Le débat sur l'intégration des immigrés s'est progressivement transformé en un débat sur l'identité. En effet, pour pouvoir participer à la vie civique de leur communauté d'accueil, ces femmes doivent être en situation régulière, c'est-à-dire disposer d'un titre de séjour. Sachant que le principe de stabilité résidentielle est la première condition pour pouvoir justifier d'une inclusion sociale, de nombreuses femmes migrantes sont exclues de la vie civique au regard du droit au séjour. N'ayant pas accès à un logement mais à un hébergement d'urgence, elles sont exclues de la vie civique. Ces sans-papiers devront attendre d'obtenir leur titre

de séjour pour pouvoir bénéficier des aides sociales et des prestations familiales afin de participer à la vie citoyenne.

Co-funded by the Erasmus+ Programme of the European Union

The European Commission support for the production of this publication does not constitute an endorsement of the contents which reflects the views only of the authors, and the Commission cannot be held responsible for any use which may be made of the information contained therein.

Références/ Ressources en ligne

Femmes immigrées et intégration
https://www.coe.int/t/dg3/migration/archives/Documentation/Series_Community_Relations/Immigrant_women_and_integration_en.pdf
Ce document présente les mesures prises pour l'intégration des femmes immigrées

Favoriser l'intégration des travailleurs domestiques migrants en France
https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_protect/---protrav/--migrant/documents/publication/wcms_232518.pdf
Cette recherche est basée sur l'analyse des statistiques nationales concernant l'intégration des femmes migrantes en France

Italie

Plusieurs instruments juridiques, à commencer par la Constitution italienne, traitent des droits des **citoyens ou des droits civils** : ils réaffirment tous l'égalité sociale et les droits et principes fondamentaux pour tous, hommes et femmes, autochtones et immigrants.

Département des libertés civiles et de l'immigration du ministère italien de l'intérieur : les fonctions et les tâches que ce département exerce au sein du ministère concernent la protection des droits civils, y compris ceux liés à l'immigration, à l'asile, à la citoyenneté, aux minorités ethnolinguistiques historiques et aux groupes religieux ; subdivisé en bureaux et unités, le département comprend la direction centrale des droits civils, de la citoyenneté et des minorités.

En Italie, **l'entrée, le séjour et la régularisation des ressortissants de pays non européens** font partie des principales questions traitées par les **lois sur l'immigration**. Afin de régulariser leur statut légal dans le pays en obtenant des documents de séjour, les immigrants doivent remplir une série d'exigences, essentiellement les raisons de l'immigration, les moyens de subsistance, la situation professionnelle et la composition de la famille (le cas échéant). Les lois sur l'immigration traitent à la fois de la **résidence et de la citoyenneté** :

- **Loi 40/1998** (Turco-Napolitano) : le principal objectif de cette loi était de réglementer l'immigration en favorisant l'immigration régulière/légale et en décourageant l'immigration illégale ; en outre, la loi a introduit un permis de séjour permanent et réglementé le processus de naturalisation visant à obtenir la citoyenneté italienne ;
- **Les ensembles ou paquets de sécurité** (Pacchetti sicurezza) ont affecté les processus de résidence et d'acquisition de la citoyenneté : **la loi 94/2009** (relative à la sécurité publique) a établi que les immigrants légaux mariés à un Italien doivent attendre deux ans pour obtenir la citoyenneté italienne ; **le décret-loi 113/2018** (connu sous le nom de décrets de sécurité Salvini), et le décret de sécurité suivant 2019 ont encore modifié l'acquisition de la citoyenneté italienne : en particulier, le délai pour accorder ou rejeter le statut civitatis (statut de citoyen) est passé de 2 à 4 ans ;
- **Loi 173/2020** : en modifiant les "décrets de sécurité Salvini", la loi 173 est intervenue sur de nombreuses questions, en premier lieu sur les permis de travail en prévoyant la possibilité de convertir les permis de séjour pour protection spéciale, calamité naturelle, résidence élective, acquisition de la citoyenneté ou du statut d'apatride, activités sportives, travail artistique, raisons religieuses et assistance aux mineurs en permis de séjour pour le travail ; en outre, suite à cette loi, l'acquisition de la citoyenneté italienne a été assouplie.

Services sociaux compétents. Plusieurs des femmes migrantes interrogées en Italie se souviennent du peu de soutien, souvent mal organisé, qu'elles ont reçu de l'administration publique en termes d'assistance et d'orientation à leur arrivée en Italie : elles se plaignent des **difficultés à obtenir des documents de séjour**, qui touchent particulièrement

Co-funded by the Erasmus+ Programme of the European Union
The European Commission support for the production of this publication does not constitute an endorsement of the contents which reflects the views only of the authors, and the Commission cannot be held responsible for any use which may be made of the information contained therein.

les immigrants nouvellement arrivés. En conséquence, ils suggèrent des procédures plus simples et plus rapides. À cet égard, **l'assistance juridiqu**e sur les procédures et les services, ainsi que le **soutien** dans les procédures bureaucratiques, la formation professionnelle, l'intégration professionnelle, la médiation, etc. sont offerts par des **associations** et des ONG spécialisées, car **l'administration publique** ne fournit pas d'orientation adéquate ou suffisante. En conclusion**, l'amélioration des services d'orientation** pour les migrants, en particulier au niveau public, est considérée comme une priorité par les femmes migrantes interrogées.

Bonnes pratiques :

- les bureaux locaux d'immigration offrent un soutien dans les procédures bureaucratiques d'obtention de documents et de permis
- des coopératives sociales, des associations et des ONG offrent des conseils juridiques aux migrants.

Défis et recommandations :

- Renforcer l'assistance juridique aux migrants, en particulier au cours de la phase initiale de leur séjour dans le pays.
- La loi italienne sur la citoyenneté est obsolète et doit être renouvelée : elle ne reconnaît pas le principe du jus soli ; en outre, le droit de demander la citoyenneté est lié à un certain nombre d'exigences et la procédure implique une longue attente.

"My Life as an Alter.NATIVA" https://viw.pixel-online.org/case_view.php?id=Nzc= : la protagoniste de cette histoire vit dans une dimension identitaire caractérisée par la résistance et le dualisme : tout en jouissant de sa double appartenance culturelle, elle refuse d'être assimilée à la culture italienne, d'où son refus de prendre la citoyenneté italienne.

Références/ Ressources en ligne

Mantovan C., 2007, Immigrazione e cittadinanza. Auto-organizzazione e partecipazione dei migranti in Italia, FrancoAngeli, Milano.
(https://www.academia.edu/19658677/Immigrazione_e_cittadinanza_Auto_organizzazione_e_partecipazione_dei_migranti_in_Italia_FrancoAngeli_Milano_2007)
Ce livre est consacré au phénomène de l'immigration en relation avec la citoyenneté et la participation citoyenne des immigrants en Italie.

Altin R., Virgilio F. (eds.), 2011, Ordinarie migrazioni. Educazione alla cittadinanza tra ricerca e azione, Kappa Vu, Udine.
(https://www.academia.edu/38176390/Ordinarie_migrazioni._Educazione_alla_cittadinanza_tra_ricerca_e_azione)
Résultat d'une recherche-action, ce livre aborde la question de la citoyenneté comme point privilégié à partir duquel les processus d'intégration des immigrés doivent être examinés, et rapporte les résultats et les interprétations d'un projet de recherche de trois ans sur l'immigration étrangère et l'éducation à la citoyenneté active.

Lannutti V., Bellinello I., Conti L., Hoxha D., Spedicato Iengo E., 2014, Politiche migratorie. Tra strumenti regolativi, autonomie operative, condizionamenti culturali, Numero monografico 1/2014 di Ratio Sociologica, Revue des sciences sociales : Théorie et application, Chieti-Pescara.
(https://www.academia.edu/9251222/Politiche_migratorie_Tra_strumenti_regolativi_autonomie_operative_condizionamenti_culturali)
La complexité et la dimension des phénomènes migratoires actuels exigent un engagement de plus en plus grand dans le développement de politiques migratoires adéquates et efficaces, capables de conduire en toute sécurité le délicat processus d'intégration.

Co-funded by the Erasmus+ Programme of the European Union

The European Commission support for the production of this publication does not constitute an endorsement of the contents which reflects the views only of the authors, and the Commission cannot be held responsible for any use which may be made of the information contained therein.

Portugal

Résidence et citoyenneté

Ce chapitre abordera la réglementation nationale au niveau de la résidence et de la participation citoyenne. Il convient de rappeler que la législation adopte un langage neutre en ne faisant pas référence au féminin et au masculin. Toutefois, les mesures juridiques présentant un profil éminemment sexiste seront mises en évidence. La réglementation considérée dans la présente analyse envisage les domaines politique, social/culturel et économique/du travail.

Pour les questions en discussion sur la résidence et la citoyenneté, nous soulignons deux instruments législatifs.

Ainsi, la Loi 23/2007 du 04 juillet - Entrée, séjour, sortie et bannissement des étrangers du territoire national, réglemente le sujet de la résidence. Cet instrument définit les conditions et les procédures d'entrée, de séjour, de sortie et de bannissement des citoyens étrangers du territoire portugais, ainsi que le statut de résident de longue durée.

La loi portugaise prévoit plusieurs types de demandes de résidence sur le territoire national. Les termes généraux sont fournis dans l'article 77.º. Afin de démontrer les contenus abordés dans les chapitres 1, 2 et 3, nous indiquerons les conditions de résidence pour étudier dans l'enseignement supérieur au Portugal. Selon l'article 91, il est nécessaire que le demandeur présente :

- Un visa de résidence en cours de validité selon les termes de l'article 77 ;

- La preuve d'inscription dans un établissement d'enseignement supérieur ;

- La preuve du paiement des frais de scolarité, le cas échéant ;

- Les moyens de subsistance ;

- Une preuve d'assurance maladie ou d'inscription au Service national de santé ;

- Preuve d'hébergement.

Le permis de séjour est valable un an, renouvelable tant que les conditions d'octroi continuent à être remplies.

Les obstacles rencontrés dans ce domaine sont liés à la complexité du processus et à sa lenteur. Les femmes interrogées ont évoqué la difficulté d'obtenir des informations et, par conséquent, de devoir compter sur le soutien de réseaux informels tels que les amis et la famille.

En ce qui concerne la citoyenneté, la **loi 37/81, du 3 octobre**, mise à jour par la loi organique n° 2/2020, du 10/11, réglemente les formes d'attribution, d'acquisition et de perte de la nationalité. Elle est connue sous le nom de loi sur la nationalité. Les sujets qui peuvent demander la nationalité sont, en règle générale :

- Ceux qui sont nés au Portugal ;

- Ceux qui ont des parents ou des grands-parents portugais ;

- Ceux qui sont mariés à un ressortissant portugais ;

- Ceux qui vivent légalement au Portugal depuis au moins 5 ans.

Dans ce dernier cas, les étrangers, résidents depuis au moins 5 ans, doivent remplir les conditions suivantes :

- Être majeur ou émancipé selon la loi portugaise ;

- Avoir une connaissance suffisante de la langue portugaise ;

- Ne pas avoir été condamné pour un crime punissable au Portugal avec une peine supérieure à 3 ans

Co-funded by the Erasmus+ Programme of the European Union
The European Commission support for the production of this publication does not constitute an endorsement of the contents which reflects the views only of the authors, and the Commission cannot be held responsible for any use which may be made of the information contained therein.

d'emprisonnement ;

- Ne pas constituer un danger ou une menace pour la sécurité nationale, notamment par des actes terroristes.

Dans la loi, ce processus est appelé acquisition de la nationalité par naturalisation (article 6). L'Etat n'a pas exactement un pouvoir discrétionnaire dans ce processus. Il a un pouvoir de légalité et est chargé de vérifier le respect des exigences légales. Cependant, dans ce domaine, il y a à nouveau des plaintes concernant la complexité du processus et le retard dans la réponse aux demandes.

Pour illustrer ce chapitre, nous proposons l'analyse de la success story "Le corps féminin migrant". L'histoire est disponible sur https://viw.pixel-online.org/case_view.php?id=MTA=. L'histoire nous raconte la capacité d'une femme capable de jouer le rôle de migrante et de mettre en valeur les questions d'identité et de participation citoyenne dans sa trajectoire. Pour d'autres raisons, la success story "L'éducation des fils et des filles comme projet de vie", disponible sur https://viw.pixel-online.org/case_view.php?id=Mzg=, illustre la diversité des voies d'accès à la régularisation des immigrés et à l'accès à la pleine citoyenneté.

Références/ Ressources en ligne

Rapport sur la naturalisation au Portugal
https://www.om.acm.gov.pt/documents/58428/296070/b+naturalized_pt.pdf/9268c402-7b6e-4fce-b145-a543ebe716d8
Le rapport décrit les concepts de la citoyenneté à travers l'idée de la nationalité par naturalisation.

Justiça.Gov.PT - Reside legalmente em Portugal há pelo menos 6 anos [Justiça.Gov.PT - Réside légalement au Portugal depuis au moins 6 ans].
https://justica.gov.pt/Como-obter-nacionalidade-portuguesa/Reside-legalmente-em-Portugal-ha-pelo-menos-6-anos
Le site web explique toutes les conditions nécessaires pour acquérir la nationalité par naturalisation.

Slovenie

Pour résider et travailler en Slovénie, les ressortissants de pays non membres de l'UE doivent obtenir un permis de travail et/ou de séjour. Les ressortissants de pays tiers ont besoin d'un permis de séjour. Il existe deux types de **permis de séjour** :
1) **le permis de séjour temporaire** : on peut demander ce permis lorsqu'on a un objectif prouvé de résidence en Slovénie. Lorsque les conditions sont remplies, un permis est délivré pour une période déterminée (pas plus d'un an). Une personne peut prolonger le permis de séjour temporaire dans les mêmes conditions que celles dans lesquelles il a été délivré.
2) **le permis de séjour permanent** : une personne peut demander ce permis après une période déterminée, continue et légale de résidence en Slovénie. Il est délivré sans limitation de durée et, dans la demande, il n'est pas non plus nécessaire de démontrer l'objectif du séjour permanent en Slovénie.

La protection internationale en République de Slovénie signifie le statut de réfugié et le statut de protection subsidiaire. L'Office gouvernemental de la République de Slovénie pour le soutien et l'intégration des migrants est l'autorité compétente pour garantir les droits et mettre en œuvre les mesures d'intégration des personnes bénéficiant d'une protection internationale. Il fournit un logement aux personnes bénéficiant d'une protection internationale dans ses propres maisons d'intégration et autres installations d'hébergement, ou paie un logement dans une résidence privée. La décision d'octroi du statut de réfugié s'applique comme un titre de séjour permanent, tandis que la décision d'octroi du statut de protection subsidiaire s'applique comme un titre de séjour temporaire.

Co-funded by the Erasmus+ Programme of the European Union

The European Commission support for the production of this publication does not constitute an endorsement of the contents which reflects the views only of the authors, and the Commission cannot be held responsible for any use which may be made of the information contained therein.

L'acquisition de la **citoyenneté** est toujours considérée comme la mesure la plus puissante d'intégration dans une société. Une personne peut acquérir la nationalité slovène par naissance* ou par naturalisation** si elle réside effectivement en Slovénie de manière continue pendant la période prescrite. Il existe également un processus de naturalisation extraordinaire, qui permet d'acquérir la citoyenneté slovène dans des conditions moins strictes, lorsque la citoyenneté est dans l'intérêt national - en particulier, lorsqu'il existe des raisons académiques/scientifiques, économiques, culturelles, nationales ou similaires justifiées (il est souvent utilisé pour les athlètes).

* Le principe des liens du sang s'applique en Slovénie. Cela signifie qu'un enfant acquiert la citoyenneté à la naissance par l'intermédiaire de ses parents, et non sur la base du lieu de naissance. Les nouveau-nés acquièrent la nationalité slovène si au moins l'un des parents est un citoyen slovène.

** Un individu peut également acquérir la nationalité slovène par naturalisation. Acquisition de la citoyenneté par demande - conditions : avoir vécu en Slovénie pendant au moins dix ans, dont une période continue de cinq ans de résidence avant la demande ; ou avoir été marié à un ressortissant slovène pendant au moins trois ans et avoir effectivement vécu en Slovénie pendant une période continue d'au moins un an avant le dépôt de la demande ; etc. La double nationalité n'est pas autorisée.

En termes de participation politique, les résidents permanents de longue durée ont le droit de voter aux élections locales depuis 2002, ce qui fait de la Slovénie un leader en Europe centrale sur cette question. Toutefois, les citoyens non européens ne sont pas autorisés à être membres de partis politiques (à l'exception des membres honoraires), et ils ne peuvent pas se présenter aux élections. De plus, les associations et les dirigeants d'immigrants ne sont officiellement consultés que depuis 2015.
Pour conclure ce chapitre, nous mettons à la disposition des étudiants la success story suivante mettant en scène une femme migrante en Slovénie et intitulée "L'intégration en tant que projet" accessible à l'adresse suivante : https://viw.pixel-online.org/case_view.php?id=OA==. Cette success story montre que les femmes migrantes peuvent utiliser le mariage avec un ressortissant slovène comme stratégie pour surmonter les obstacles administratifs, car le fait d'être mariée à un ressortissant permet d'organiser efficacement leur résidence et de faciliter l'accès à la citoyenneté.

Références

Citoyenneté : https://www.gov.si/en/topics/citizenship/

Information pour les étrangers (y compris l'intégration et la résidence) : https://infotujci.si/en/

Pajnik, Mojca et Bajt, Veronika (2013). La participation civique des femmes migrantes. In : Les paradoxes de l'intégration, 97-116.

Co-funded by the Erasmus+ Programme of the European Union

The European Commission support for the production of this publication does not constitute an endorsement of the contents which reflects the views only of the authors, and the Commission cannot be held responsible for any use which may be made of the information contained therein.

CHAPITRE 5 : DIMENSION EUROPÉENNE

	LOI OU MODÈLE DE CITOYENNETÉ ET DE PARTICIPATION ACTIVE	MESURES D'INTÉGRATION ET D'INCLUSION	AMÉLIORATIONS POSSIBLES
France	La participation des femmes migrantes à la vie citoyenne fait partie des priorités de la Stratégie nationale d'accueil et d'intégration, portée par le ministère de l'Intérieur depuis 2018	Création d'autorités locales pour promouvoir l'intégration. Exemples : Programme "Ensemble !" (association Dijon- Cesam)	Déconnecter la participation à la vie civique du statut juridique des femmes.
Grèce	L'accès à la citoyenneté est régi par le Code de la citoyenneté (L. 3284/2004, article 5(1) Code de la citoyenneté tel que modifié par L. 4674/2020).	Le code de la citoyenneté établit certaines mesures pour obtenir la citoyenneté, et donc la pleine intégration des femmes migrantes. Parmi elles : résider en Grèce depuis 7 ans ou connaître le grec, être normalement intégré dans la vie économique et sociale du pays, être capable de participer activement à la vie politique. Exemple concernant l'intégration sociale : Le projet "Integration Support for Beneficiaries of International Protection" (HELIOS), mis en œuvre en étroite collaboration avec les autorités nationales, vise à promouvoir l'intégration dans la société grecque des bénéficiaires d'une protection internationale résidant dans des programmes de logement temporaire par le biais de : cours d'intégration, soutien à l'employabilité, suivi de l'intégration, sensibilisation de la communauté d'accueil.	Reconsidérer les mesures établies pour atteindre la citoyenneté
Italie	L'entrée, le séjour et la régularisation des citoyens non européens est l'une des principales questions abordées par les lois sur l'immigration. Pour régulariser leur situation légale dans le pays, il est nécessaire de satisfaire à différentes exigences.	Soutien des bureaux locaux pour effectuer les procédures bureaucratiques. En outre, des entités non gouvernementales fournissent des conseils juridiques	Promouvoir une orientation et une attention accrues, principalement de la part de l'administration publique, afin de faciliter le processus d'obtention de la citoyenneté et la phase initiale d'entrée dans le pays. De même, un renouvellement de la loi sur la citoyenneté est nécessaire.
Portugal	La citoyenneté est régie par la loi 37/81, du 3 octobre, mise à jour par la loi organique n° 2/2020, du 10/11, qui réglemente les formes	Parmi les mesures développées par les femmes migrantes pour favoriser l'intégration, nous soulignons la promotion de l'identité ou la prise en compte des	Rationaliser le processus de demande et d'octroi de la résidence et de la citoyenneté. Fournir également davantage d'informations et de conseils

Co-funded by the Erasmus+ Programme of the European Union

The European Commission support for the production of this publication does not constitute an endorsement of the contents which reflects the views only of the authors, and the Commission cannot be held responsible for any use which may be made of the information contained therein.

	d'attribution, d'acquisition et de perte de la nationalité. Les conditions requises pour obtenir la citoyenneté sont établies, telles que la bonne connaissance de la langue portugaise.	différents moyens de parvenir à la régularisation/l'accès à la citoyenneté	aux femmes migrantes.
Slovenie	Pour obtenir la citoyenneté par naturalisation, la population migrante doit résider en Slovénie de manière continue pendant la période prescrite (elle dépend de certains préceptes mais elle est généralement de 10 ans et, à ce titre, parmi les plus longues). Il s'agit de la mesure la plus puissante de l'intégration dans une société.	Les résidents permanents à long terme ont le droit de vote, ce qui leur donne le même droit que le reste de la population slovène. Il s'agit d'une véritable mesure de l'intégration	Encourager la participation à d'autres domaines politiques tels que l'adhésion à des partis politiques. De même, il serait souhaitable d'autoriser l'obtention de la double nationalité.
Espagne	En Espagne, la principale loi régissant la matière en question est la loi organique 4/2000, du 11 janvier, sur les droits et libertés des étrangers en Espagne et leur intégration sociale".	Assouplir l'exigence d'intégration pour obtenir la nationalité espagnole (qui nécessite l'approbation d'un questionnaire) pour les femmes migrantes non qualifiées.	Réduire le temps de résolution des procédures

Idées Génerales
Dans le tableau récapitulatif présenté ci-dessus, on peut voir que le processus d'obtention de la citoyenneté est différent dans les différents contextes d'étude. Toutefois, certains aspects généraux peuvent être observés. Premièrement, dans tous les contextes, il existe une loi qui régit le droit à la citoyenneté et/ou à la résidence. Deuxièmement, dans la plupart des pays, les conditions d'obtention de la citoyenneté sont la demande de séjourner dans le pays pendant une longue période (parfois jusqu'à 10 ans) et la connaissance/compétences dans la langue du pays. Troisièmement, en tant qu'aspect négatif, le manque d'attention et d'orientation envers les femmes migrantes et le retard dans les procédures ont été soulignés dans certains des contextes étudiés, ce qui entrave le processus d'intégration dans les sociétés d'accueil. Comme aspect positif, il est important de souligner le cas de l'Espagne, où il existe des exceptions dans lesquelles il est plus facile d'obtenir la nationalité (femmes migrantes non qualifiées) ou des permis de séjour (femmes étrangères victimes de violence de genre). Cela montre que, dans certains aspects de la réglementation, l'approche de genre est prise en compte.

Co-funded by the Erasmus+ Programme of the European Union

The European Commission support for the production of this publication does not constitute an endorsement of the contents which reflects the views only of the authors, and the Commission cannot be held responsible for any use which may be made of the information contained therein.

OBJETS D'APPRENTISSAGE/ACTIVITÉS PRATIQUES

Activités pratiques

*Dans le module 3, nous avons apprécié l'importance de l'obtention de documents dans le pays d'accueil, en tant qu'élément indispensable à la pleine intégration du migrant dans la société d'accueil. Nous avons vu les différentes manières d'obtenir la citoyenneté.**Durée: 45 minutes***

Objectifs

- *Comprendre et différencier les concepts de "résidence" et de "citoyenneté".*
- *Connaître les différents modèles d'obtention de la citoyenneté.*

Afin de consolider vos connaissances, nous vous proposons ces activités pratiques.

Activité 1 : résidence / citoyenneté :

- Quelles sont les différences entre l'obtention d'un permis de séjour et l'obtention de la citoyenneté ?

- Analysez les différents modèles d'obtention de la citoyenneté et les critères à prendre en compte dans chacun d'eux. Faites un tableau comparatif.

- Quelle est la procédure à suivre dans votre pays pour qu'une personne étrangère obtienne la citoyenneté ?

Activité 2 : La question du genre dans l'obtention de la citoyenneté

- Êtes-vous d'accord pour dire que le motif économique est la principale raison d'obtenir la citoyenneté, ou d'autres arguments doivent-ils être pris en compte ? Réfléchissez à votre argument en 100 mots.

- Réfléchissez à la question de savoir si le fait d'être une femme migrante ajoute des difficultés dans le processus d'obtention de la citoyenneté. Citez quelques exemples de problèmes spécifiques, selon ce qui a été étudié dans le texte, dont une femme peut souffrir.

Co-funded by the Erasmus+ Programme of the European Union

The European Commission support for the production of this publication does not constitute an endorsement of the contents which reflects the views only of the authors, and the Commission cannot be held responsible for any use which may be made of the information contained therein.

GLOSSAIRE

Termes	Notes	Sources
accès aux soins de santé	Les droits en matière de soins de santé dont bénéficient les ressortissants de pays tiers (migrants, demandeurs de protection internationale et réfugiés) dans les États membres de l'UE et dans leur pays d'origine.	Commission européenne (2018) Asile et migration. Glossaire 6.0 https://ec.europa.eu/home-affairs/system/files_en?file=2020-09/interactive_glossary_6.0_final_version.pdf
acquisition de la nationalité	Tout mode d'acquisition de la nationalité, c'est-à-dire par la naissance ou à tout moment après la naissance, automatique ou non, basé sur l'attribution, la déclaration, l'option ou la demande.	Commission européenne (2018) Asile et migration. Glossaire 6.0 https://ec.europa.eu/home-affairs/system/files_en?file=2020-09/interactive_glossary_6.0_final_version.pdf
Allophobie	Aversion pour l'altérité ou comportement hostile envers les personnes d'une autre culture ou religion.	http://www.encyclopedie.fr/definition/allophobie
altérité	L'altérité est un concept d'origine philosophique signifiant "le caractère de ce qui est autre" et "la reconnaissance de l'autre dans sa différence", la différence étant entendue comme ethnique, sociale, culturelle ou religieuse.	Lalande André, *Dictionnaire de philosophie*, éd. PUF, Paris, 1993
Approche sensible au genre	***Sensible au genre***. Aborder et prendre en compte la dimension de genre. Sensibilité à ***la dimension de genre*** : capacité à reconnaître, à mettre en évidence et à corriger les différences, les problèmes et les inégalités entre les sexes, et à les intégrer dans les stratégies et les actions ; degré d'intégration de la dimension de genre dans les actions et les politiques, c'est-à-dire prise en compte des normes, des rôles et de l'accès aux ressources des hommes et des femmes dans la mesure où cela est nécessaire pour atteindre les objectifs de développement fixés	Commission européenne, 2004, Glossaire des termes relatifs au genre et au développement, p. 4. Adapté de Christodoulou, Zobnina, 2009, Glossaire des termes relatifs au genre, pp. 13-14, 17.
Assimilationniste	Processus par lequel l'expression culturelle d'un groupe minoritaire est absorbée par la culture dominante du pays d'accueil. Ce processus résulte de mesures publiques et de pratiques sociales qui contribuent à l'effacement plus ou moins subtil des marques de la culture d'origine, en les remplaçant par les caractéristiques de la	Commission européenne (2018) Asile et migration. Glossaire 6.0, p. 34 Organisation internationale pour les migrations (2019). Glossaire sur la migration, p. 12.

Co-funded by the Erasmus+ Programme of the European Union

The European Commission support for the production of this publication does not constitute an endorsement of the contents which reflects the views only of the authors, and the Commission cannot be held responsible for any use which may be made of the information contained therein.

	culture dominante impliquant la langue, les traditions, les valeurs et les comportements.	
Autonomisation	***(des femmes, e. des femmes migrantes)*** Il s'agit d'un processus de renforcement de l'estime de soi, de la confiance en soi, de l'autonomie et de l'autodétermination d'une personne, qui se traduit par une plus grande maîtrise de sa propre vie et un meilleur développement personnel, en étant capable de se défendre et de résister à l'adversité. Elle cible les groupes qui, pour diverses raisons, sont en état de vulnérabilité. L'autonomisation des femmes implique la promotion d'une participation accrue aux processus de décision dans tous les aspects de la vie. L'autonomisation des femmes immigrées doit être fondée sur l'amélioration de la confiance en soi, de l'estime de soi et des capacités dans le cadre d'un processus de construction, de coopération et de solidarité. L'autonomisation des femmes repose sur un processus de progression vers l'égalité.	International Labour Organization (2020). Media-friendly glossary on migration: Women migrant workers and ending violence against women (EVAW) edition, p. 22. United Nations Entity for Gender Equality and the Empowerment of Women. Concepts and Definitions. https://www.un.org/womenwatch/osagi/conceptsandefinitions.htm
carte bleue européenne	L'autorisation portant le terme "carte bleue européenne" autorise son titulaire à résider et à travailler sur le territoire d'un État membre de l'UE en vertu de la directive 2009/50/CE du Conseil (directive "carte bleue").	Commission européenne (2018) Asile et migration. Glossaire 6.0 https://ec.europa.eu/home-affairs/system/files_en?file=2020-09/interactive_glossary_6.0_final_version.pdf
Communauté	La communauté est un groupe de personnes unies par des intérêts similaires et qui ont des intérêts communs. En d'autres termes, ce sont des groupes organisés entre eux en fonction de certains objectifs et qui partagent des valeurs et des croyances communes fondées sur la langue, les coutumes, le patrimoine culturel et historique, la situation géographique et la perspective du monde. Au sein d'une communauté, il est habituel de créer une identité mutuelle qui se distingue des autres groupes. Les communautés de migrants sont	Organisation internationale pour les migrations (2019). Droit international de la migration. Glossaire sur les migrations.

The European Commission support for the production of this publication does not constitute an endorsement of the contents which reflects the views only of the authors, and the Commission cannot be held responsible for any use which may be made of the information contained therein.

	généralement soutenues par d'autres migrants de la même nationalité, ce qui contribue à la création et au maintien de réseaux informels jouant un rôle dans l'orientation et la préservation de leur propre culture pour les générations futures.	
Compétence culturelle	***(dans les études sur la migration et les services sociaux)*** Les normes définissent la compétence culturelle comme le processus par lequel les individus et les systèmes établissent des relations respectueuses et efficaces avec des personnes de toutes cultures, langues, classes, origines ethniques, religions et autres facteurs de diversité, d'une manière qui reconnaît, affirme et valorise la valeur des individus, des familles et des communautés, et protège et préserve la dignité de chacun. La compétence culturelle peut être développée par l'expérience interculturelle et est liée à la déconstruction et à la prise de conscience de ses propres valeurs et pratiques culturelles.	Ann Marie Garran & Lisa Werkmeister Rozas (2013) Cultural Competence Revisited, Journal of Ethnic and Cultural Diversity in Social Work, 22:2, 97-111, DOI: 10.1080/15313204.2013.78533 Lalueza J.L. & Macías-Gómez-Estern, B. (2020): Border crossing. A service-learning approach based on transformative learning and cultural-historical Psychology (Cruzando la frontera. Una aproximación al aprendizaje servicio desde el aprendizaje transformativo y la psicología histórico-cultural), *Culture and Education, 32*(3), 556-582 https://doi.org/10.1080/11356405.2020.1792755. Macías-Gómez-Estern, B. (2021). Critical Psychology for Community Emancipation: Insights from Socio-educative Praxis in Hybrid Settings. In *New Waves in Social Psychology* (pp. 25-54). Palgrave Macmillan, Cham.
Diversité des femmes migrantes	(***Condition de migrante et de femme)*** Une approche de l'examen de la diversité des expériences des femmes migrantes et de la manière dont la classe, la race/ethnicité, le travail et d'autres variables s'entrecroisent avec le genre : ces facteurs et d'autres sont tous importants pour comprendre les femmes migrantes dans leur double condition de migrante et de femme comme point de départ de leur diversité.	Adapté de Christodoulou, Zobnina, 2009, *Glossary of Gender-related Terms*, pp. 31-32.
Double (ou triple)	**(*des femmes migrantes*)**	Campani, 2007, p. 5.

The European Commission support for the production of this publication does not constitute an endorsement of the contents which reflects the views only of the authors, and the Commission cannot be held responsible for any use which may be made of the information contained therein.

isolement & marginalisation & oppression	Le genre et l'ethnicité, ainsi que l'occupation dans le travail domestique, privé de reconnaissance sociale, font que les femmes immigrées sont soumises à une triple marginalité : sociale, économique et culturelle. Dans ce domaine, la ségrégation professionnelle occupe une place particulière, à savoir : la concentration des femmes et des hommes dans différents types et niveaux d'activité et d'emploi, les femmes étant confinées dans un éventail de professions plus étroit (ségrégation horizontale) que les hommes, et dans les catégories de travail inférieures (ségrégation verticale).	European Commission, 2004, *Glossary of gender and development terms*, p. 4.
double nationalité	La possession simultanée de deux ou plusieurs citoyennetés par la même personne.	Commission européenne (2018) Asile et migration. Glossaire 6.0 https://ec.europa.eu/home-affairs/system/files_en?file=2020-09/interactive_glossary_6.0_final_version.pdf
droit du sang	La détermination de la nationalité d'une personne sur la base de la nationalité de ses parents (ou d'un parent ou d'un parent particulier) au moment de la naissance de la personne visée et au moment de l'acquisition de la nationalité par la personne visée (les deux moments sont différents en cas d'acquisition après la naissance).	Commission européenne (2018) Asile et migration. Glossaire 6.0 https://ec.europa.eu/home-affairs/system/files_en?file=2020-09/interactive_glossary_6.0_final_version.pdf
droit du sol	Principe selon lequel la nationalité d'une personne est déterminée sur la base de son pays de naissance.	Commission européenne (2018) Asile et migration. Glossaire 6.0 https://ec.europa.eu/home-affairs/system/files_en?file=2020-09/interactive_glossary_6.0_final_version.pdf
Droits (humains) des femmes	***(syn. droits humains des femmes).*** Droits qui favorisent une position d'égalité juridique, politique et sociale des femmes avec les hommes, et l'équité de traitement pour les femmes, comme pour les hommes, dans tous les domaines de la société. Les droits des femmes et des filles en tant que partie inaliénable, intégrale et indivisible des droits humains universels,	Adapté de Oxford Reference, 2022 & Lexico, 2022 & Cambridge Dictionary, 2022 & Merriam-Webster, 2022. Adapté de Commission européenne, 2004, Glossary of gender and development terms, p. 4 & Christodoulou, Zobnina, 2009, Glossary of Gender-related Terms, p. 31.

The European Commission support for the production of this publication does not constitute an endorsement of the contents which reflects the views only of the authors, and the Commission cannot be held responsible for any use which may be made of the information contained therein.

	c'est-à-dire la reconnaissance que les droits des femmes sont des droits humains et que les femmes subissent des injustices uniquement en raison de leur sexe.	
Droits de l'Homme	***(perspective des droits de l'homme)*** Normes internationales convenues qui reconnaissent et protègent la dignité et l'intégrité de chaque individu, sans aucune distinction (Glossaire principal du HCR) ; les droits de l'homme font partie du droit international coutumier et sont stipulés dans divers documents juridiques nationaux, régionaux et internationaux généralement appelés instruments des droits de l'homme [Glossaire du REM, 2018, p. 195]. Ensemble de droits fondamentaux considérés comme appartenant à toutes les personnes, et auxquels tout être humain devrait pouvoir prétendre ; droits civils et politiques : droit à la vie, à la justice, à la liberté, à la liberté d'expression, ou à ne pas être emprisonné illégalement, torturé, exécuté ; droits sociaux, culturels et économiques : droit de participer à la culture, droit à l'alimentation, au travail et à l'éducation.	Adapté de Christodoulou, Zobnina, 2009, Glossary of Gender-related Terms, p. 19 & Oxford Reference, 2022 & Merriam-Webster, 2022 & Cambridge Dictionary, 2022 & Lexico, 2022.
Éducation sensible au genre	***Parité dans l'éducation***. Il s'agit de pourcentages équivalents d'hommes et de femmes dans un système éducatif (par rapport à la population par groupe d'âge). La parité est essentielle mais pas suffisante pour atteindre l'égalité des sexes. ***Objectif 4 : éducation de qualité*** : universaliser l'accès à une éducation de qualité, du niveau préprimaire au niveau tertiaire, avec pour mandat spécifique de corriger les inégalités sociales qui compromettent l'accès aux possibilités d'éducation. Éliminer les disparités entre les sexes à tous les niveaux et veiller à ce que les installations éducatives tiennent compte des besoins des femmes afin de créer des environnements d'apprentissage efficaces. La résolution 70/138 de l'Assemblée générale note que le droit égal des filles à une éducation de qualité est au cœur du programme de développement durable.	UNICEF, 2017, L'égalité des sexes : Glossaire..., p. 6. UNICEF, 2017, Égalité des sexes : Glossaire..., p. 10.
Égalité des sexes	***(syn. égalitarisme de genre, égalité des***	Dictionnaire Cambridge, 2022. Oxford Reference, 2022 ; Lexico, 2022.

The European Commission support for the production of this publication does not constitute an endorsement of the contents which reflects the views only of the authors, and the Commission cannot be held responsible for any use which may be made of the information contained therein.

	sexes, égalité sexuelle). Le fait de traiter les femmes et les hommes de la même manière : l'égalité des sexes n'implique pas que les femmes et les hommes sont identiques, mais qu'ils ont la même valeur et doivent bénéficier d'un traitement égal. L'état dans lequel l'accès aux droits ou aux opportunités n'est pas affecté par le sexe. Le concept selon lequel les femmes et les hommes, les filles et les garçons bénéficient de conditions, d'un traitement et de chances égaux pour réaliser pleinement leur potentiel, leurs droits humains et leur dignité, et pour contribuer au développement économique, social, culturel et politique et en bénéficier.	UNICEF, 2017, L'égalité des sexes : Glossaire..., p.
Emancipation	***(des femmes, des femmes migrantes)*** L'action ou le processus d'émancipation, c'est-à-dire le fait d'être libéré de restrictions légales, sociales ou politiques, c'est-à-dire du contrôle ou du pouvoir d'une autre personne ; l'action ou le processus consistant à se libérer de restrictions légales, sociales ou politiques, et à donner à quelqu'un une liberté et des droits sociaux ou politiques (syn. libération ; par exemple, l'émancipation de l'esclavage) ; l'action de se libérer de toute influence contrôlante, comme les mœurs ou les croyances traditionnelles.	Adapté de Oxford Reference, 2022 & Lexico, 2022 & Merriam-Webster, 2022 & Cambridge Dictionary, 2022 ***Émancipation féminine ou libération des femmes :*** *action ou processus visant à obtenir l'égalité des femmes dans tous les domaines de la société (par exemple, le mouvement de libération des femmes). Adapté du Cambridge Dictionary, 2022*
Equité sociale	L'équité sociale a été utilisée avec des significations différentes selon le domaine où ce terme est appliqué (santé, éducation, droit, finance, psychologie, etc.). Elle concerne l'accès, juste et équitable à toutes les ressources et la distribution des moyens. Il s'agit de considérer différentes catégories de ressources, liées non seulement aux biens financiers mais aussi au capital social, à l'environnement social, à la participation, aux réseaux d'aide, aux liens affectifs, aux relations et au bien-être communautaire et personnel.	Melbourne Social Equity Institute webpage. https://socialequity.unimelb.edu.au/stories/what-is-social-equity. Consulté le 3 mars 2022.
État providence (système)	Système politique dans lequel l'État s'engage à protéger le bien-être individuel et collectif de ses citoyens, en particulier ceux qui sont dans le besoin sur le plan économique ou social, en fournissant une	Adapté du Cambridge Dictionary, 2022 & Lexico, 2022 & Giddens, 2009, Sociology, p. 1137 & Oxford Reference, 2022 & Merriam-Webster, 2022.

Co-funded by the Erasmus+ Programme of the European Union

The European Commission support for the production of this publication does not constitute an endorsement of the contents which reflects the views only of the authors, and the Commission cannot be held responsible for any use which may be made of the information contained therein.

	série de services tels que les soins de santé, le chômage, l'éducation, les pensions et autres prestations sociales ; un État/nation/pays caractérisé par le fonctionnement du **système d'État-providence**, financé à la fois par la fiscalité et l'assurance nationale.	
Ethnicisation	L'ethnicisation désigne un processus par lequel des personnes sont désignée, à tort ou à raison, à un groupe ethnique en fonction de leur origine, de leur apparence ou de leur mode de vie. Le comportement des personnes est expliqué principalement sur la base d'une ethnicité supposée.	Developpé par Jean-Loup Amselle dans son ouvrage *L'Ethnicisation de la France* (Éditions Lignes, 2011).
Étranger	Dans le contexte mondial, une personne qui n'est pas un ressortissant (natif ou citoyen) d'un État donné. Dans le contexte de l'UE, une personne qui n'est pas ressortissante d'un État membre de l'UE.	Commission européenne (2018) Asile et migration. Glossaire 6.0 https://ec.europa.eu/home-affairs/system/files_en?file=2020-09/interactive_glossary_6.0_final_version.pdf
Exploitation fondée sur le sexe	***Exploitation***. Une relation sociale ou institutionnelle dans laquelle une partie profite au détriment de l'autre par un déséquilibre de pouvoir. Le fait de tirer profit de quelque chose ou de quelqu'un, en particulier le fait de tirer un avantage injuste d'une autre personne pour son propre bénéfice (par exemple, l'exploitation sexuelle, le travail ou les services forcés, la mendicité, l'esclavage ou les pratiques analogues à l'esclavage, la servitude, l'exploitation d'activités criminelles, le prélèvement d'organes, etc.	Giddens, 2009, Sociologie, p. 1118. Adapté du glossaire du REM, 2018, p. 151. L'exploitation et les abus sexuels sont une forme de violence fondée sur le genre [PSEA].
Genre	Construction sociale des différents rôles attribués aux hommes et aux femmes, impliquant des aspects économiques, sociaux et culturels. Les rôles de genre sont considérés comme appropriés pour les individus d'un sexe spécifique et ils affectent les interactions sociales entre les hommes et les femmes, ce qui conduit finalement à des inégalités et à une inégalité des chances. Le terme "genre" est souvent confondu avec le "sexe", qui englobe les différences biologiques.	Organisation internationale du travail (2020). Glossaire sur les migrations destiné aux médias : Edition sur les travailleuses migrantes et la fin de la violence contre les femmes (EVAW), p. 8. Bureau de la Conseillère spéciale pour la parité des sexes et la promotion de la femme (OSAGI) Nations Unies, Gender Mainstreaming, définitions et concepts. https://www.un.org/womenwatch/osagi/conceptsandefinitions.htm

Co-funded by the Erasmus+ Programme of the European Union

The European Commission support for the production of this publication does not constitute an endorsement of the contents which reflects the views only of the authors, and the Commission cannot be held responsible for any use which may be made of the information contained therein.

Identité	L'identité traduit l'image que l'on a de soi par rapport aux autres. D'un point de vue ontologique, elle porte l'essence de l'être, qui est variable, surtout si l'on tient compte de facteurs caractéristiques tels que la nationalité, l'ethnie, la race, la religion, l'orientation sexuelle, le sexe et les attitudes. L'identité fait référence aux catégories sociales et aux sources du respect de soi ou de la dignité de l'individu. En ce sens, l'individu n'existe pas isolé de son contexte social. À son tour, la société n'est pas détachée des processus identitaires, ce qui rend le concept fluide et diversifié.	Conseil de l'Europe, Glossary of key terminology https://www.coe.int/en/web/autobiography-intercultural-encounters/glossary Fearon, J. (1999). What is identity (as we now use the word)?, p. 3. https://web.stanford.edu/group/fearon-research/cgi-bin/wordpress/wp-content/uploads/2013/10/What-is-Identity-as-we-now-use-the-word-.pdf
Identité de genre	Expérience interne et individuelle ressentie par chaque personne concernant le genre auquel elle s'identifie, qui peut correspondre ou non au sexe assigné à la naissance. L'identité de genre peut être identique ou différente du sexe avec lequel la personne est née, et peut même ne correspondre à aucun des deux. Les individus peuvent prendre conscience de leur identité de genre à différentes étapes de leur vie et son expression peut être révélée par les vêtements, le comportement et l'apparence personnelle. "L'identité de genre n'est qu'une des nombreuses identités sociales possibles".	Organisation internationale du travail (2020). Glossaire sur les migrations destiné aux médias : Edition sur les travailleuses migrantes et la fin de la violence contre les femmes (EVAW), p. 18. Wood, W., Eagly, A. (2009).
Identité sociale d'une femme migrante	***(situation sociale, culturelle, économique et autre)*** Nous pouvons comprendre la construction de l'identité sociale comme une action qui vise à se définir ou à se caractériser, et souvent en relation avec des sentiments d'attachement à différents groupes d'appartenance (famille, groupe culturel, sexe, etc.). L'action d'identification est souvent réalisée à travers des récits, qui offrent un sens à des trajectoires de vie ayant connu des tournants, comme la migration. L'identité sociale d'une personne se construit également en dialogue avec les catégories sociales. Dans ce sens, l'identité sociale d'une femme migrante intègre des catégories et des schémas sociaux liés à son genre, à la	Abrams, D., & Hogg, M. A. (1990). An introduction to the social identity approach. Social identity theory: Constructive and critical advances, 1-9. Benwell, B. (2006). Discourse and identity. Edinburgh University Press. De Fina, A. (2003). Identity in narrative. A study of immigrant discourse, 251. Harré, Rom; Moghaddam, Fathali M. (2015). "Positioning Theory". *The International Encyclopedia of Language and Social Interaction:* 1–9. Macías-Gómez-Estern, B. & Vasquez, O. (2015): Identity construction in

The European Commission support for the production of this publication does not constitute an endorsement of the contents which reflects the views only of the authors, and the Commission cannot be held responsible for any use which may be made of the information contained therein.

	migration et aux circonstances socioculturelles et économiques, tels qu'ils sont reproduits ou résistés dans son propre récit personnel agencif et son positionnement quotidien.	narratives of migration. In Hansen, Jensen & Berliner (Eds.): *Conceptual and applied approaches to self in culture in mind.* Aalborg University Press. Aalborg.
Immigration	Dans le contexte mondial, le fait d'arriver sur un territoire et d'y rester pendant une période suffisamment longue pour en faire son lieu de résidence principale. Dans le contexte de l'UE, l'action par laquelle une personne établit sa résidence habituelle sur le territoire d'un État membre de l'UE pour une période qui est, ou est censée être, d'au moins 12 mois, après avoir précédemment résidé habituellement dans un autre État membre de l'UE ou dans un pays tiers.	Castles, S. (1998). *The age of migration: International population movements in the modern world.* Macmillan International Higher Education. REM (Réseau européen des migrations), 2018. Le glossaire 6.0 du REM sur l'Asile et la Migration est un outil de comparaison sur les politiques de migration et d'asile à l'échelle européenne. Consulté le 3 mars 2022. https://ec.europa.eu/employment_social/esf/docs/sf_social_inclusion_en.pdf Organisation Internationale pour les Migrations (OIM) (2019): glossaire sur la Migration. Consulté le 3 mars 2022.
Inclusion sociale	Définition dans le contexte de l'UE, un cadre pour le développement de stratégies nationales, ainsi que pour la coordination des politiques entre les États membres de l'UE, sur les questions relatives à la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale.	Développé par le REM (Réseau européen des migrations), site web de la Commission européenne, DG Emploi, Affaires sociales et Inclusion (2018). Le glossaire 6.0 du REM sur l'Asile et la Migration est un outil de comparaison sur les politiques de migration et d'asile à l'échelle européenne. Consulté le 3 mars 2022. https://ec.europa.eu/employment_social/esf/docs/sf_social_inclusion_en.pdf
Inégalité des sexes	Les différences de statut, de pouvoir et de prestige des femmes et des hommes dans les groupes, les collectivités et les sociétés.	Giddens, 2009, *Sociology*, p. 1119.
Intégration	Selon le Glossaire Asile et Migration 6.0, dans le contexte de l'UE, l'intégration est un processus dynamique et bidirectionnel d'accommodation mutuelle par tous les immigrants et résidents (REM, 2018, p.214). Cependant, certains théoriciens critiques affirment que l'intégration présuppose l'adoption par les groupes minoritaires des normes et valeurs sociales	Commission européenne (2018) Asile et migration. Glossaire 6.0

Co-funded by the Erasmus+ Programme of the European Union

The European Commission support for the production of this publication does not constitute an endorsement of the contents which reflects the views only of the authors, and the Commission cannot be held responsible for any use which may be made of the information contained therein.

	de la culture dominante.	
Interculturalité	Elle fait référence à la relation entre les cultures. Les perspectives interculturelles se caractérisent par l'intentionnalité des interactions, de l'apprentissage et de l'échange mutuel entre différentes cultures. Elles prévoient une coexistence effective entre des personnes de cultures différentes et la possibilité d'un partage effectif des connaissances et des manières d'être et de vivre. L'interculturalité dans une perspective de genre cherche à promouvoir l'autonomisation des femmes et des filles en luttant contre les barrières qui maintiennent les inégalités.	UNESCO. La diversité des expressions culturelles. https://en.unesco.org/creativity/interculturality Article 4.8 de la Convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles
Intersectionnalité	L'intersectionnalité ou l'intersectionnalisme est un concept utilisé en sociologie et en pensée politique, qui fait référence à la situation des personnes qui subissent simultanément plusieurs formes de stratification, de domination ou de discrimination dans une société.	Patricia Hill Collins, *L'intersectionnalité en tant que théorie sociale critique : Intersectionality as Critical Social Theory, Duke University Press, 2019.*
Islamophobie	L'islamophobie est un terme polysémique, défini étymologiquement comme la peur ou la crainte de l'islam, mais il peut également signifier l'hostilité envers l'islam ou les musulmans, bien qu'il n'y ait pas de consensus aujourd'hui.	Adapté par la Commission nationale consultative des droits de l'Homme (CNCDH) dans son rapport annuel de 2013.
La diversité culturelle	Communauté ou groupe où l'on peut identifier une variété de différences culturelles et sociales. Ces différences reposent sur diverses formes d'expressions basées sur la race, l'ethnie, la nationalité, la religion, le sexe, le genre, la position socio-économique, la langue, les capacités physiques et psychologiques, les croyances, les valeurs et les traditions.	Organisation internationale pour les migrations (2019). Glossaire sur la migration, p. 41.
La femme migrante, sujet actif	**(*agente de son expérience migratoire*)** Le fait de considérer la condition des femmes migrantes comme des participantes actives aux migrations. Cette évolution de la perception et de la reconnaissance des rôles participe d'un intérêt spécifiquement porté aux femmes migrantes de la part des chercheurs·ses et des décideurs politiques, ainsi qu'à une	Adapté de Morokvasic, 1984, pp. 895, 899 & Kofman, 1999, pp. 270, 273-274, 286.

The European Commission support for the production of this publication does not constitute an endorsement of the contents which reflects the views only of the authors, and the Commission cannot be held responsible for any use which may be made of the information contained therein.

	prise de conscience croissante du biais masculin dans la recherche sur les migrations : les récits qui en résultent contribuent à redresser le déséquilibre et à dépeindre des femmes migrantes actives qui déploient des stratégies individuelles et participent aux décisions de leur foyer. Cette approche a été étayée par l'observation de femmes individuelles qui gèrent leur propre projet de migration en tant que sujets actifs.	
La femme migrante, une victime passive	Le rôle de l'*agenc*y est particulièrement vital pour une approche de genre de la migration, étant donné qu'il est souvent supposé que les femmes "suivent" les hommes, et que leur rôle dans la migration est réactif plutôt que proactif, la migration étant traitée comme un phénomène impliquant les hommes comme seuls acteurs actifs. Rétrospectivement, certains travaux de recherche semblent être obsédés par l'économie et la classe sociale à l'exclusion d'autres facteurs, tandis que d'autres ont prêté attention aux questions de genre [adapté de Kofman, Phizacklea, Raghuram, Sales, 2001, p. 23]. Une telle vision stéréotypée renforce l'idée que les femmes migrantes sont des agents passifs, c'est-à-dire des "suiveuses" et des "dépendantes", dont l'emploi (lorsqu'il existe) devient également une considération secondaire.	Adapté de Morokvasic, 1984, p. 897 & Kofman, 1999, p. 273.
Le bien-être social	***(s. bien-être)*** Le bien-être d'une communauté ou d'une société dans son ensemble, qui se reflète dans le bien-être de ses membres individuels, en particulier en matière de santé et d'économie [adapté de Lexico, 2022 & Oxford Reference, 2022]. **Protection sociale ou S. protection.** Ensemble des services, politiques et programmes publics (État/gouvernement) ou privés organisés visant à prévenir, réduire et éliminer les vulnérabilités économiques et sociales à la pauvreté et aux privations des groupes défavorisés (pauvres, malades, personnes âgées, etc.).	Adapté de OIM, 2019, Glossaire sur la migration, p. 197 & Merriam-Webster, 2022 & Cambridge Dictionary, 2022.
Migration	Le concept de migration est défini dans un	Commission européenne (2018) Asile

The European Commission support for the production of this publication does not constitute an endorsement of the contents which reflects the views only of the authors, and the Commission cannot be held responsible for any use which may be made of the information contained therein.

	sens large. Il correspond à un processus de déplacement qui couvre tout type de mouvement de personnes, de groupes ou d'individus d'un endroit à un autre à la recherche de meilleures conditions et de meilleurs niveaux de vie. Le mouvement des personnes comprend la migration internationale (transfrontalière vers un autre État) et la migration interne (mouvement à l'intérieur du pays). Le processus de migration est toujours considéré sur une année, indépendamment de sa durée, de sa composition ou de ses causes. Il comprend la migration des réfugiés, des personnes déplacées, des personnes déracinées, des migrants environnementaux, des migrants économiques et des personnes se déplaçant pour d'autres raisons, par exemple, des persécutions politiques, des conflits, le regroupement familial.	et migration. Glossaire 6.0, p. 255 Organisation internationale du travail (2020). Glossaire sur les migrations destiné aux médias : Edition sur les travailleuses migrantes et la fin de la violence contre les femmes (EVAW) Organisation internationale pour les migrations (2019). Droit international de la migration. Glossaire sur les migrations. P. 132
Multiculturalisme	Un modèle qui propose une société basée sur le principe que chacun a une communauté, chaque communauté une culture, et chaque culture son propre espace et ses limites inviolables. Il repose sur une politique qui souscrit au principe de la diversité culturelle et soutient le droit des différentes cultures et des différents groupes ethniques à conserver des identités culturelles distinctes en leur assurant un accès équitable à la société, en adoptant les principes constitutionnels et les valeurs généralement partagées qui prévalent dans la société. Elle met l'accent sur les différences culturelles et les différentes cultures qui existent les unes autour des autres sans nécessairement beaucoup de contact ou d'interaction participative.	Commission européenne (2018) Asile et migration. Glossaire 6.0, p. 265
nationalité	Le lien juridique particulier entre un individu et son État, acquis par la naissance ou la naturalisation, que ce soit par déclaration, choix, mariage ou autre selon la législation nationale.	Commission européenne (2018) Asile et migration. Glossaire 6.0 https://ec.europa.eu/home-affairs/system/files_en?file=2020-09/interactive_glossary_6.0_final_version.pdf
Naturalisation	Tout mode d'acquisition après la naissance	Commission européenne (2018) Asile

The European Commission support for the production of this publication does not constitute an endorsement of the contents which reflects the views only of the authors, and the Commission cannot be held responsible for any use which may be made of the information contained therein.

	d'une nationalité non détenue précédemment par la personne visée qui nécessite une demande de cette personne ou de son représentant légal ainsi qu'un acte d'octroi de la nationalité par une autorité publique.	et migration. Glossaire 6.0 https://ec.europa.eu/home-affairs/system/files_en?file=2020-09/interactive_glossary_6.0_final_version.pdf
Opportunités sociales	Généralement utilisé pour faire référence à l'idée que les gens ont des possibilités objectives de développement différentes en fonction de l'environnement dans lequel ils grandissent et participent. Il s'agit de l'accès différentiel à une éducation de qualité, aux soins de santé, à la promotion sociale, au soutien financier, au capital social, aux loisirs, etc. Les possibilités sociales peuvent être difficiles à mesurer car elles sont liées à des désirs et à des besoins définis de manière subjective.	Elster, J. (2019). *Tuercas y tornillos Una introducción a los conceptos básicos de las ciencias sociales.* Santa Fe, Asociación Civil Mirame Bien, 2019.
Oppression	L'oppression sociale est une oppression qui s'exerce par des moyens sociaux et qui a une portée sociale - elle affecte des catégories entières de personnes. Elle se produit lorsqu'un groupe détient un pouvoir sur un autre dans la société en contrôlant les institutions sociales, les lois, les coutumes et les normes de la société.	https://www.crrf-fcrr.ca/fr/bibliotheque/glossaire-fr-fr-1/item/27171-oppression-sociale
permis de séjour	Toute autorisation délivrée par les autorités d'un État membre de l'UE permettant à un ressortissant de pays tiers de séjourner légalement sur son territoire, conformément aux dispositions du règlement (UE) n° 265/2010 (règlement relatif au visa de long séjour).	Commission européenne (2018) Asile et migration. Glossaire 6.0 https://ec.europa.eu/home-affairs/system/files_en?file=2020-09/interactive_glossary_6.0_final_version.pdf
permis de travail / autorisation de travail	Dans le contexte mondial, un document légal délivré par une autorité compétente d'un État donnant l'autorisation d'employer des travailleurs migrants dans le pays d'accueil pendant la période de validité du permis. Dans le contexte de l'UE, un document juridique délivré par une autorité compétente d'un État membre de l'UE indiquant le droit d'un ressortissant de pays tiers à travailler sur son territoire pendant la période de validité du permis.	Commission européenne (2018) Asile et migration. Glossaire 6.0 https://ec.europa.eu/home-affairs/system/files_en?file=2020-09/interactive_glossary_6.0_final_version.pdf
permis unique	Titre de séjour délivré par les autorités d'un État membre de l'UE à l'issue d'une	Commission européenne (2018) Asile et migration. Glossaire 6.0

Co-funded by the Erasmus+ Programme of the European Union

The European Commission support for the production of this publication does not constitute an endorsement of the contents which reflects the views only of the authors, and the Commission cannot be held responsible for any use which may be made of the information contained therein.

	procédure de demande unique, permettant à un ressortissant de pays tiers de résider légalement sur son territoire à des fins de travail.	https://ec.europa.eu/home-affairs/system/files_en?file=2020-09/interactive_glossary_6.0_final_version.pdf
personne faisant l'objet d'un transfert temporaire intragroupe	Un ressortissant de pays tiers faisant l'objet d'un détachement temporaire d'une entreprise établie en dehors du territoire d'un État membre de l'UE et à laquelle le ressortissant de pays tiers est lié par un contrat de travail à une entité appartenant à l'entreprise ou au même groupe d'entreprises qui est établie sur ce territoire.	Commission européenne (2018) Asile et migration. Glossaire 6.0 https://ec.europa.eu/home-affairs/system/files_en?file=2020-09/interactive_glossary_6.0_final_version.pdf
Perspective de genre	***(dans les études sur les migrations)*** La perspective de genre reconnaît que les différences d'expériences de vie basées sur le genre entraînent souvent des inégalités sociales, économiques, politiques et autres pour les femmes et les filles : appliquée à l'élaboration de politiques et à la prestation de services, la perspective de genre peut contribuer à promouvoir un changement positif dans leur vie. Elle implique en outre une **sensibilisation au genre** qui reconnaît la pertinence du genre dans ses multiples dimensions sociales et englobe, à la fois comme concept et comme action, "la connaissance et la compréhension des différences dans les rôles et les relations entre les femmes et les hommes, notamment sur le lieu de travail". En termes de recherche et d'analyse, la perspective de genre implique une sensibilisation accrue au parti pris masculin dans la recherche sur la migration et la reconnaissance des femmes migrantes en tant que participantes actives.	Adapté de Christodoulou, Zobnina, 2009, Glossary of Gender-related Terms, p. 19. (Dictionnaire Cambridge, 2022) Adapté de Lapov, Campani, 2017, p. 91-92. Adapté de Morokvasic, 1984, p. 899
perte de la nationalité	Tout mode de perte de la qualité de citoyen d'un pays, volontairement ou involontairement, automatiquement ou par un acte des autorités publiques.	Commission européenne (2018) Asile et migration. Glossaire 6.0 https://ec.europa.eu/home-affairs/system/files_en?file=2020-09/interactive_glossary_6.0_final_version.pdf
Politiques d'inclusion sociale	Elles consistent à concevoir des instruments de politique publique qui garantissent le plein exercice des droits de citoyenneté dans tous les domaines de la	Commission européenne (2018) Asile et migration. Glossaire 6.0

The European Commission support for the production of this publication does not constitute an endorsement of the contents which reflects the views only of the authors, and the Commission cannot be held responsible for any use which may be made of the information contained therein.

	vie. Les stratégies d'inclusion visent à assurer la pleine participation civique de tous les groupes (y compris les minorités). Les politiques d'inclusion sociale concrétisent les droits garantis par la Constitution aux niveaux politique, économique et social. Dans le domaine de la migration, des politiques d'inclusion sociale sont conçues dans des domaines tels que la santé, la sécurité sociale, le travail, les mouvements associatifs et autres. Ces pratiques participent à la cohésion sociale et à la vitalité de la société civile, contribuant à une plus grande expression de la diversité culturelle.	
Politiques sensibles au genre	***(syn. politiques sensibles au genre, politiques de genre).*** Politiques qui sont conscientes des différences entre les sexes et qui en tiennent compte. Politiques sensibles à la ***dimension de genre*** : politiques reconnaissant que les femmes (ainsi que les hommes) sont des acteurs du développement et qu'elles sont souvent soumises à des contraintes différentes de celles des hommes, ce qui signifie que leurs besoins, intérêts et priorités peuvent différer et parfois entrer en conflit. ***Planification de l'égalité des sexes*** : une approche de la planification se référant au processus de planification des programmes et politiques de développement qui sont sensibles à la dimension de genre, ce qui signifie reconnaître et prendre en compte l'impact des différents rôles que les femmes et les hommes jouent dans la société, et le fait qu'ils ont souvent des besoins différents dans la communauté ou le secteur cible.	Adapté de l'UNICEF, 2017, Égalité des sexes : Glossaire..., p. 5. Adapté de Christodoulou, Zobnina, 2009, Glossaire des termes liés au genre, p. 14-15. Adapté de Christodoulou, Zobnina, 2009, Glossary of Gender-related Terms, p. 14 & UNICEF, 2017, Gender Equality : Glossaire..., p. 5.
Pratiques d'inclusion sociale	Les pratiques d'inclusion sociale font référence aux actions, dynamiques et stratégies visant à promouvoir le processus d'amélioration de la capacité, de l'opportunité et de la dignité des personnes défavorisées sur la base de leur identité, afin qu'elles participent à la société.	Organisation internationale pour les migrations (2019). Glossaire sur la migration.

Co-funded by the Erasmus+ Programme of the European Union

The European Commission support for the production of this publication does not constitute an endorsement of the contents which reflects the views only of the authors, and the Commission cannot be held responsible for any use which may be made of the information contained therein.

Préjudice	Le maintien d'idées préconçues sur un individu ou un groupe, idées qui résistent au changement même face à de nouvelles informations. Les préjugés peuvent être positifs ou négatifs. Le plus souvent, un préjugé est constitué d'attitudes défavorables ou discriminatoires à l'égard de personnes de catégories différentes : les préjugés raciaux, sexuels et autres peuvent exister au niveau des relations personnelles et du comportement individuel, mais aussi être institutionnalisés sous forme de politique juridique ou administrative.	Giddens, 2009, Sociologie, p. 1128. Adapté de Christodoulou, Zobnina, 2009, Glossary of Gender-related Terms, p. 22.
Préjugés sexistes	***(syn. préjugé de genre, parti pris de genre)*** Les différences de rôles entre les sexes reflètent des partis pris ou des préjugés, c'est-à-dire une attitude négative à l'égard d'autrui fondée sur des stéréotypes sociaux concernant les femmes et les hommes, et sur un préjugé concernant ces personnes sans connaissance ou expérience préalable. Un préjugé sexiste, c'est-à-dire une différence injuste dans la façon dont les femmes et les hommes sont traités (comportement sexiste), aboutit facilement à favoriser un sexe par rapport à l'autre, généralement les hommes et les garçons par rapport aux femmes et aux filles.	Adapté d'Encyclopedia.com, 2019. Adapté de Cambridge Dictionary, 2022 & UNICEF, 2017, Gender Equality : Glossaire..., p. 3.
Prestations de protection sociale	Transferts, en espèces ou en nature, effectués par les régimes de protection sociale aux ménages et aux individus pour les soulager de la charge d'un ou plusieurs des risques définis dans le système d'information mutuelle sur la protection sociale de la Commission européenne.	Commission européenne (2018) Asile et migration. Glossaire 6.0 https://ec.europa.eu/home-affairs/system/files_en?file=2020-09/interactive_glossary_6.0_final_version.pdf
Processus d'intégration	Méthode, systèmes ou séquences d'actions qui facilitent ou permettent l'intégration d'éléments d'un groupe minoritaire dans le groupe dominant. Ces processus sont complexes et multidimensionnels, et impliquent la prise en compte des droits et obligations des migrants et des sociétés des pays de transit ou de destination. L'intégration nécessite l'accès à différents types de services, au marché du travail,	Organisation internationale pour les migrations (2019). Droit international de la migration. Glossaire sur les migrations.

The European Commission support for the production of this publication does not constitute an endorsement of the contents which reflects the views only of the authors, and the Commission cannot be held responsible for any use which may be made of the information contained therein.

	ainsi que l'identification et le respect d'un ensemble de valeurs fondamentales qui lient les migrants et les communautés d'accueil dans un but commun.	
Protection des droits (de l'homme)	***Approche fondée sur les droits de l'homme (HRBA).*** L'approche fondée sur les droits de l'homme est un cadre conceptuel pour le processus de développement humain qui repose sur les normes internationales en matière de droits de l'homme et qui vise à **promouvoir et à protéger les droits de l'homme** : cette approche implique de prêter consciemment et systématiquement attention aux droits de l'homme dans tous les aspects du développement. L'objectif de l'approche fondée sur les droits de l'homme est de donner aux personnes (titulaires de droits) les moyens de réaliser leurs droits et de renforcer l'État (détenteurs de devoirs) pour qu'il se conforme à ses obligations et devoirs en matière de droits de l'homme. Les obligations des États en matière de droits de l'homme les obligent à respecter, protéger et réaliser les droits des femmes et des filles, ainsi que les droits des hommes et des garçons.	Adapté de l'UNICEF, 2017, Égalité des sexes : Glossaire..., p. 9.
Race	Il existe aujourd'hui un large consensus scientifique sur l'inexistence de la race au sens biologique du terme. Le terme "race" est utilisé dans le langage courant dans un sens plus large, faisant référence aux ethnies et aux groupes sociaux ayant une lignée commune. Le concept d'ethnicité a été largement défini par l'anthropologie, faisant également référence à des traits attribués par l'exogroupe et/ou l'intragroupe, mais toujours liés à l'histoire culturelle et aux relations d'altérité, plutôt qu'à des différences physiques statiques entre les groupes.	American Association of Physical Anthropologists (2019). «AAPA Statement on Race and Racism». American Association of Physical Anthropologists. Consulted on march the 3rd 2022. REM (Réseau européen des migrations), 2018. Le glossaire 6.0 du REM sur l'Asile et la Migration est un outil de comparaison sur les politiques de migration et d'asile à l'échelle européenne. Consulté le 3 mars 2022. Barth, F. (1970). *Ethnic Groups and Boundaries: The Social Organisation of*

The European Commission support for the production of this publication does not constitute an endorsement of the contents which reflects the views only of the authors, and the Commission cannot be held responsible for any use which may be made of the information contained therein.

		Culture Difference. London: George Allen & Unwin. Comité pour l'élimination de la discrimination raciale. Recommandation générale sur l'article 1 de la Convention (1999), annexe 5 du rapport du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale, document des Nations Unies A/54/18, paragraphe 1. Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), Guide et directives concernant les procédures et critères à appliquer pour déterminer le statut de réfugié (2011), document HCR/1P/4/Fre/Rev.3
Racialisation/racialisation	Le concept de racialisation fait référence au processus de catégorisation et de production de hiérarchies raciales au sein d'une société donnée. Ce processus consiste en la radicalisation des différences perçues entre des individus ou des groupes hiérarchisés sur la base de critères biologiques, dans le but de dominer, d'exploiter ou d'exclure les groupes infériorisés et otherisés au sein de cette relation de pouvoir	Suzie Telep, “Racialisation”, *Langage et société*, 2021/HS1, pp. 289 à 292.
Racisme	Racisme, également appelé racialisme, croyance selon laquelle les humains peuvent être divisés en entités biologiques distinctes et exclusives appelées "races" ; qu'il existe un lien de causalité entre les traits physiques hérités et les traits de personnalité, l'intellect, la moralité et d'autres caractéristiques culturelles et comportementales ; et que certaines races sont supérieures aux autres de manière innée.	https://www.britannica.com/topic/racism
Racisme	Toute théorie, doctrine, idéologie ou groupe d'idées qui soutient la supériorité d'un groupe de personnes sur les autres, sur la base de leurs caractéristiques culturelles, ethniques ou physiques.	REM (Réseau européen des migrations), 2018. Le glossaire 6.0 du REM sur l’Asile et la Migration est un outil de comparaison sur les politiques de migration et d’asile à l’échelle européenne. Consulté le 3 mars 2022. Organisation Internationale pour les Migrations (OIM) (2019): glossaire de

The European Commission support for the production of this publication does not constitute an endorsement of the contents which reflects the views only of the authors, and the Commission cannot be held responsible for any use which may be made of the information contained therein.

		l'OIM sur la Migration. Consulté le 3 mars 2022. Convention interaméricaine contre le racisme, la discrimination raciale et les formes connexes d'intolérance (adoptée le 5 juin 2013 et entrée en vigueur le 11 novembre 2017), art. 1, paragraphe 4.
Racisme d'Etat	Le racisme d'État, également conceptualisé comme "racisme institutionnel", est une ségrégation raciste historiquement institutionnalisée. Le terme "race" renvoie alors à sa dimension ethnique. À l'époque contemporaine, en Occident, les défenseurs de ce concept discuté ou critiqué l'entendent dans le sens d'une discrimination systémique impliquant l'État. Le terme "race" fait référence à une construction sociale.	Saïd Bouamama, *Des classes dangereuses à l'ennemi intérieur*, Syllepse Eds, 2021.
Racisme institutionnel	Le concept de "racisme institutionnel" est utilisé pour nommer un phénomène caractérisé par le fait que, malgré une législation promouvant l'égalité entre les citoyens, les personnes issues de minorités sont souvent désavantagées. En nommant le phénomène, on peut tenter d'identifier les mécanismes et éventuellement combattre les sources d'inégalité. "Le racisme institutionnel : de l'invention politique à la recherche d'outils",	"Le racisme institutionnel : de l'invention politique à la recherche d'outils", Audrey Osler, Hugh Starkey, Migrations Société, 2010/5 N° 131 | pages 133 à 152 DOI 10.3917/migra.131.0133
regroupement familial; réunification familiale (FR)	L'établissement d'une relation familiale qui est soit : a) l'entrée et le séjour dans un État membre de l'Union européenne, conformément à la directive 2003/86/CE du Conseil (directive sur le regroupement familial), des membres de la famille d'un ressortissant d'un pays tiers résidant légalement dans cet État membre de l'Union européenne (le "regroupant") afin de prese b) entre un citoyen de l'Union et un ressortissant d'un pays tiers établi hors de l'Union européenne qui entre ensuite dans l'Union européenne.	Commission européenne (2018) Asile et migration. Glossaire 6.0 https://ec.europa.eu/home-affairs/system/files_en?file=2020-09/interactive_glossary_6.0_final_version.pdf
Regularisation	Dans le contexte de l'Union européenne, la procédure d'État par laquelle les illégalement des ressortissants de pays tiers se voient accorder un	Commission européenne (2018) Asile et migration. Glossaire 6.0https://ec.europa.eu/home-affairs/system/files_en?file=2020-

The European Commission support for the production of this publication does not constitute an endorsement of the contents which reflects the views only of the authors, and the Commission cannot be held responsible for any use which may be made of the information contained therein.

	statut juridique.	09/interactive_glossary_6.0_final_version.pdf, p.315
résident de longue durée	Un ressortissant de pays tiers qui a le statut de résident de longue durée tel que prévu par les art. 4 à 7 de la directive 2003/109/CE du Conseil (directive sur les résidents de longue durée) ou comme prévu par la législation nationale.	Commission européenne (2018) Asile et migration. Glossaire 6.0 https://ec.europa.eu/home-affairs/system/files_en?file=2020-09/interactive_glossary_6.0_final_version.pdf
ressortissant d'un pays tiers	Toute personne qui n'est pas un citoyen de l'Union européenne au sens de l'art. 20(1) du TFUE et qui n'est pas une personne bénéficiant du droit de libre circulation de l'Union européenne, tel que défini à l'art. 2(5) du règlement (UE) 2016/399 (code frontières Schengen).	Commission européenne (2018) Asile et migration. Glossaire 6.0 https://ec.europa.eu/home-affairs/system/files_en?file=2020-09/interactive_glossary_6.0_final_version.pdf
Ségrégation	L'acte par lequel une personne ou un groupe est séparé des autres sur la base de la race, de la couleur, de la langue, de la religion, de la nationalité ou de l'origine ethnique.	Berry, J. W. (2007). Acculturation strategies and adaptation. In J. E. Lansford, K. Deater-Deckard, & M. H. Bornstein (Eds.), *Immigrant families in contemporary society* (pp. 69–82). Guilford Press. REM (Réseau européen des migrations), 2018. Le glossaire 6.0 du REM sur l'Asile et la Migration est un outil de comparaison sur les politiques de migration et d'asile à l'échelle européenne. Consulté le 3 mars 2022. Commission européenne contre le racisme et l'intolérance (ECRI) : Recommandation de politique générale n° 7 : Législation nationale pour lutter contre le racisme et la discrimination raciale.
Sentiment d'appartenance	Expérience subjective qui découle des interactions sociales, au niveau individuel et public, et qui provoque un sentiment d'appartenance au pays d'accueil. Ce sentiment dépend d'un ensemble de variables, à savoir la maîtrise de la langue, l'implication dans les communautés locales, la réponse des services sociaux et le niveau de satisfaction de la vie. Le sentiment d'appartenance est influencé par la dynamique entre la culture du pays d'origine et la culture du pays d'accueil.	Adapted Lähdesmäki, T., Mäkinen, K., Čeginskas, V. L. A., & Kaasik-Krogerus, S. (2021). Politics of Belonging: Concepts and Method. In *Europe from Below: Notions of Europe and the European among Participants in EU Cultural Initiatives* (pp. 25–44). Brill. http://www.jstor.org/stable/10.1163/j.ctv1sr6j1b.7 Organisation internationale du travail (2020). Glossaire sur les migrations destiné aux médias : Edition sur les travailleuses migrantes et la fin de la

The European Commission support for the production of this publication does not constitute an endorsement of the contents which reflects the views only of the authors, and the Commission cannot be held responsible for any use which may be made of the information contained therein.

		violence contre les femmes (EVAW), p. 4.
Services d'inclusion sociale	Actions et attitudes développées dans le but de déconstruire les stéréotypes et les préjugés afin d'avoir un impact sur la réduction de la discrimination tout en favorisant des conditions effectives de participation à la société. Les services d'inclusion sociale informent et promeuvent les opportunités d'accès au marché du travail, en clarifiant les droits et les devoirs des migrants, en transmettant et en suivant le processus de régularisation dans le pays d'accueil, en indiquant les solutions liées à la santé, à l'éducation ou au soutien juridique.	Organisation internationale pour les migrations (2019). Glossaire sur la migration. Organisation internationale du travail (2020). Glossaire sur les migrations destiné aux médias : Edition sur les travailleuses migrantes et la fin de la violence contre les femmes (EVAW)
Sexisme	Le sexisme est une discrimination fondée sur le sexe d'une personne, ou par extension, sur son genre. Le sexisme est lié aux préjugés et au concept de stéréotypes et de rôles de genre, qui peut inclure la croyance qu'un sexe ou un genre est intrinsèquement supérieur à l'autre. Dans sa forme extrême, il peut encourager le harcèlement sexuel, le viol ou d'autres formes de violence sexuelle. Le sexisme désigne également la discrimination fondée sur le sexe sous la forme d'une inégalité entre les sexes. Les cibles du sexisme sont principalement les femmes.	Dictionnaire Larousse
Social exclusion	In the EU context, a situation whereby a person is prevented (or excluded) from contributing to and benefiting from economic, communitarian and social progress.	Développé par le REM (Réseau européen des migrations), site web de la Commission européenne, DG Emploi, Affaires sociales et Inclusion (2018). Le glossaire 6.0 du REM sur l'Asile et la Migration est un outil de comparaison sur les politiques de migration et d'asile à l'échelle européenne. Consulté le 3 mars 2022. https://ec.europa.eu/employment_social/esf/docs/sf_social_inclusion_en.pdf
Stéréotype fondé sur le sexe (stéréotype de genre) Stéréotype de genre	***(syn. stéréotype de rôle de genre, stéréotype sexuel).*** Généralisation des différences fondées sur le sexe, selon laquelle certaines attitudes,	Adapté de Oxford Reference, 2022 & UNICEF, 2017, Gender Equality : Glossaire..., p. 5 & Encyclopedia.com, 2019.

Co-funded by the Erasmus+ Programme of the European Union

The European Commission support for the production of this publication does not constitute an endorsement of the contents which reflects the views only of the authors, and the Commission cannot be held responsible for any use which may be made of the information contained therein.

	émotions et comportements sont typiques de ce que signifie être une femme ou un homme, c'est-à-dire l'hypothèse selon laquelle certains rôles sociaux, comportements et professions devraient être réservés aux membres d'un seul sexe. Les stéréotypes de genre peuvent être négatifs (par exemple, les femmes sont de mauvaises conductrices ; les hommes ne savent pas changer les couches) ou positifs (par exemple, les femmes sont de meilleures soignantes ; les hommes sont plus forts) : les stéréotypes masculins sont généralement plus positifs que les stéréotypes féminins, car les hommes sont considérés comme plus indépendants et plus résistants physiquement ; les stéréotypes féminins négatifs sont généralement véhiculés par les hommes et les femmes d'une société en raison du manque de respect et de confiance en soi que les préjugés sociaux confèrent aux femmes. Les stéréotypes sexistes deviennent nuisibles lorsqu'ils limitent la capacité d'une personne à faire ses choix de vie, tels que sa formation, son parcours professionnel ou ses aptitudes personnelles (voir aussi, par exemple, les directeurs généraux et les pompiers devraient être des hommes ; les infirmières, les enseignants, les employés de bureau et les préposés au classement devraient être des femmes).	
Stéréotype(s) (social)	Une image mentale ou une caractérisation préconçue, standardisée, fixe et inflexible utilisée pour décrire un individu ou un groupe de personnes, ou mieux la classe, le type ou la communauté auxquels ils appartiennent : un stéréotype implique une opinion trop simpliste, une attitude pleine de préjugés ou un jugement non critique qui peut conduire à traiter les gens d'une manière particulière (par exemple, les stéréotypes sexuels et raciaux ; le stéréotype de la femme en tant que soignante). Attribué à un groupe ethnique/national, culturel ou racial spécifique, un tel ensemble généralisé de traits et de caractéristiques donne lieu à de fausses attentes selon lesquelles les	Adapté de Merriam-Webster, 2022 & Cambridge Dictionary, 2022 & Lexico, 2022 & Oxford Reference, 2022 & Giddens, 2009, Sociology, p. 1134 & Commission européenne, 2004, Glossary of gender and development terms, p. 5. Adapté de Christodoulou, Zobnina, 2009, Glossary of Gender-related Terms, p. 28.

Co-funded by the Erasmus+ Programme of the European Union

The European Commission support for the production of this publication does not constitute an endorsement of the contents which reflects the views only of the authors, and the Commission cannot be held responsible for any use which may be made of the information contained therein.

	membres individuels du groupe s'y conformeront.	
travailleur saisonnier	Un ressortissant de pays tiers qui conserve sa résidence principale dans un pays tiers et séjourne légalement et temporairement sur le territoire d'un État membre de l'UE pour y exercer une activité dépendant du passage des saisons, dans le cadre d'un ou plusieurs contrats de travail à durée déterminée conclus directement entre ce ressortissant de pays tiers et l'employeur établi dans cet État membre de l'UE.	Commission européenne (2018) Asile et migration. Glossaire 6.0 https://ec.europa.eu/home-affairs/system/files_en?file=2020-09/interactive_glossary_6.0_final_version.pdf
Violence sexiste	***VBG (syn. violence spécifique au genre, violence de genre, préjudice spécifique au genre).*** Terme générique désignant tout acte préjudiciable perpétré contre la volonté d'une personne et fondé sur des différences de genre socialement attribuées. La nature et l'étendue des types spécifiques de violence liée au sexe varient selon les cultures, les pays et les régions ; ces actes peuvent se produire en public ou en privé. Il s'agit par exemple d'actes qui infligent un préjudice ou une souffrance physique, sexuelle ou mentale, de menaces de tels actes, de coercition et de privation de ressources, d'opportunités ou de services, de mariages forcés ou précoces et d'autres privations de liberté, de violences sexuelles, y compris l'exploitation/les abus sexuels, la traite des êtres humains et la prostitution forcée, de violences domestiques, de pratiques traditionnelles néfastes telles que les mutilations génitales féminines, les crimes d'honneur et l'héritage des veuves. La violence fondée sur le genre est souvent utilisée dans le même contexte que la violence à l'égard des femmes et des filles (*Violence contre les femmes, VaW*), mais il convient de noter que la violence fondée sur le genre peut toucher n'importe qui.	Adapté de OIM, 2019, Glossaire sur la migration, p. 81 & UNICEF, 2017, Égalité des sexes : Glossaire..., p. 2.
Xenophobie	Les attitudes, les préjugés et les comportements qui rejettent, excluent et souvent vilipendent les personnes, sur la base de la perception qu'elles sont étrangères à la communauté,	Commission européenne (2018) Asile et migration. Glossaire 6.0 https://ec.europa.eu/home-affairs/system/files_en?file=2020-09/interactive_glossary_6.0_final_vers

The European Commission support for the production of this publication does not constitute an endorsement of the contents which reflects the views only of the authors, and the Commission cannot be held responsible for any use which may be made of the information contained therein.

	à la société ou à l'identité nationale, la société ou l'identité nationale.	ion.pdf, p.407

The European Commission support for the production of this publication does not constitute an endorsement of the contents which reflects the views only of the authors, and the Commission cannot be held responsible for any use which may be made of the information contained therein.